

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Moyen-Orient: la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste

- La grève dans l'automobile aux États-Unis
- Mondialisation, relocalisations et protectionnisme
- Créole et politique
- Les drogues

Au sommaire de ce numéro

Moyen-Orient: la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste	1
États-Unis: la grève dans l'automobile	7
Mondialisation, relocalisations et protectionnisme: les formes contradictoires de la guerre économique	16
Créole et politique en Martinique et en Guadeloupe	24
Les drogues, fléaux et produits de la société capitaliste	28

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Moyen-Orient: la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste

L'attaque contre Israël déclenchée par le Hamas le 7 octobre, si elle a fait très vite remonter la tension au Moyen-Orient, n'a évidemment pas de quoi surprendre. Elle a été précédée par la radicalisation du gouvernement israélien, en particulier depuis l'arrivée en son sein de nouveaux ministres d'extrême droite, appelés par Netanyahu pour réussir à se constituer une majorité.

Les opérations de répression, les provocations contre les Palestiniens ont déjà amené à plusieurs reprises des ripostes armées du Hamas, qui cherche ainsi à s'affirmer comme l'organisation combattante qui les représente et les protège. En fermant tout espoir d'une évolution quelque peu favorable de la situation des Palestiniens, ce gouvernement israélien, comme ceux qui l'ont précédé, ne pouvait que provoquer tôt ou tard une réaction en retour.

La politique de Netanyahu est une impasse pour le peuple israélien, comme celle du Hamas en est une pour le peuple palestinien. Mais le conflit qui oppose les deux peuples depuis des décennies ne se réduit pas au seul conflit entre deux nationalismes pour un territoire contesté. Il s'insère dans l'ensemble des conflits du Moyen-Orient. Vivés durant tout le 20^e siècle par les interventions impérialistes, ces conflits ont fait de la région un point chaud de la planète et entretenu une situation explosive bien au-delà du seul conflit israélo-palestinien.

Si l'Empire ottoman avait pendant des siècles été le cadre d'une coexistence relative entre de nombreux peuples de lan-

gues et de religions différentes, la Première Guerre mondiale a entraîné son écroulement, suivi de son dépècement par les grandes puissances impérialistes, pour lesquelles le contrôle du Moyen-Orient revêtait une importance stratégique. À cela s'est ajoutée, pour aiguïser leurs appétits, la présence d'une matière première aussi importante que le pétrole.

À partir de 1918, sous couvert d'un mandat de la Société des nations (SDN), la France et la Grande-Bretagne, puissances coloniales, ont tracé au Moyen-Orient des frontières à leur convenance, tout en réprimant féroce les sentiments nationaux des populations. Parallèlement, l'impérialisme anglais a favorisé l'immigration juive en Palestine comme un moyen d'y faire contrepoids à la montée du nationalisme arabe. L'instrument de cette entreprise a été le mouvement sioniste, et en son sein de nombreux militants inspirés par les idéaux socialistes. Cependant, ce « socialisme », symbolisé par le caractère collectif d'exploitations agricoles telles que les kibboutz, se voulait exclusivement juif. En écartant et souvent en expulsant les populations arabes présentes,

il se résumait à une entreprise de colonisation qui les spoliait et méprisait totalement leurs aspirations.

LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Après la Deuxième Guerre mondiale et l'extermination de millions de Juifs, le mouvement a pris un caractère plus massif, nombre de rescapés voyant dans l'émigration en Palestine le moyen d'échapper à une société européenne qui les avait rejetés, et de construire un État qui soit vraiment le leur. Ce droit pouvait leur être reconnu, mais l'instrumentalisation de leurs aspirations permit aux dirigeants sionistes de les utiliser comme troupes, non seulement pour engager la lutte contre le colonisateur britannique de la Palestine, mais ensuite pour édifier un État, l'État d'Israël, qui se définissait dès le départ comme un État juif. Après que les milices sionistes eurent chassé du territoire une grande partie des populations arabes, les transformant pour des années en réfugiés, les Arabes restés dans les frontières d'Israël devinrent des citoyens de second ordre.



Ils avaient moins de droits que n'importe quel citoyen juif arrivant d'Europe ou d'Amérique puisque, au nom de la loi du retour, ceux-ci se voyaient reconnaître le droit de s'installer dans le pays et d'en acquérir la citoyenneté.

Alors que les aspirations à sortir de leur condition étaient bien présentes parmi les populations pauvres du Moyen-Orient et que celles-ci étaient secouées par des révoltes, les dirigeants sionistes préféraient ainsi leur tourner le dos. Non seulement était ainsi perdue une occasion historique de fondre les aspirations des rescapés des camps et celles des masses pauvres de la région dans une même lutte contre l'impérialisme, mais le nouvel État allait se montrer à son tour un instrument d'oppression au service de l'impérialisme.

La Grande-Bretagne ayant remis son mandat à l'ONU en février 1947, celle-ci vota le partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe, en accord avec toutes les grandes puissances, y compris l'URSS de Staline. Les deux parties ayant refusé ce partage, une première guerre entre les milices sionistes et les États arabes voisins eut lieu après la proclamation

Le territoire palestinien de Gaza.



Le kibboutz Degania en 1912, fondé sur les rives du lac de Tibériade par quelques Juifs d'Ukraine.

SVEN SIMON/PICTURE-ALLIANCE/DPA/AP IMAGES



Des soldats israéliens célèbrent la victoire contre le président égyptien Gamal Abdel Nasser, à la fin de la guerre des Six-Jours en 1967.

UNRWA



Des Palestiniens fuient en traversant le Jourdain sur le pont Allenby partiellement détruit pendant la guerre de 1967, au nord de la mer Morte.

l'État d'Israël, le 14 mai 1948, et fut l'occasion de l'agrandir et de le faire reconnaître par les grandes puissances. L'État arabe palestinien envisagé, lui, n'allait pas voir le jour, la Cisjordanie et Gaza restant occupées respectivement par la Jordanie et l'Égypte.

Le départ des puissances colonisatrices se traduisait au Moyen-Orient par l'installation d'États tels que le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, l'Arabie saoudite et d'autres. Instruments des bourgeoisies et féodalités locales et de leurs rivalités, ils donnaient à l'impérialisme le moyen de continuer à dominer la région en jouant sur leurs divisions. S'il en était fondamentalement de même de l'État d'Israël, les conditions de sa création pouvaient en faire un allié plus spécifique de l'impérialisme et celui-ci allait le vérifier rapidement.

Dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des États arabes virent l'installation de gouvernements nationalistes cherchant à s'opposer à la pression de l'impérialisme. Mais quand en 1956 l'Égypte de Nasser décida de nationaliser le canal de Suez, elle se heurta à une intervention militaire de la France et de la Grande-Bretagne avec pour allié Israël. Les deux puissances durent finalement reculer sous la pression des États-Unis et de l'URSS, mais l'occasion de prendre le relais était donnée à l'impérialisme américain, qui venait de vérifier combien Israël pouvait être pour lui un allié utile et fiable.

UN INSTRUMENT CONTRE LE NATIONALISME ARABE

La guerre suivante, en 1967, vit ainsi Israël affronter la Syrie et l'Égypte, affaiblissant leurs gouvernements nationalistes, à la satisfaction de l'impérialisme et avec le soutien de tous ses

dirigeants. La guerre de 1967 se conclut par l'occupation militaire de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, poussant un nouveau flot de réfugiés vers les pays arabes voisins. Elle marqua aussi le choix des dirigeants d'Israël de s'ancrer pour longtemps dans le camp impérialiste. Mais en ayant mené cette guerre, en ayant chassé de nouveau des centaines de milliers de Palestiniens, en choisissant de coloniser de nouveaux territoires, ils se créaient encore de nouveaux ennemis. En même temps, ils installaient profondément dans la population israélienne le sentiment d'être une population assiégée, n'ayant d'autre choix que de s'allier à l'impérialisme pour faire face à un environnement hostile.

C'est cette situation qui faisait d'Israël le soutien le plus sûr des puissances impérialistes dans la région. Même si les États arabes ou l'Iran du chah pouvaient aussi être un soutien, leur alliance était bien moins fiable, du fait de leur instabilité politique et des pressions contraires de leur population, comme cela allait se vérifier à plusieurs reprises. Parfois en leur faisant la guerre, et en tout cas en faisant peser sur eux une menace militaire permanente, Israël a montré combien il était un instrument utile à l'impérialisme pour assurer sa domination sur la région.

La situation créée par la guerre de 1967 a entraîné parmi les Palestiniens le début d'une radicalisation révolutionnaire qui aurait pu inverser le cours de l'évolution. Le discrédit des dirigeants arabes suite à leur défaite militaire poussa les Palestiniens du côté d'organisations nationalistes de plus en plus radicales. Le soutien de plus en plus visible que leur apportaient les masses populaires des pays voisins devint un facteur de déstabilisation mettant en danger les pouvoirs politiques, si bien que la première répression violente qu'eurent



EDITIONS TREBIA

Des combattants du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), organisation nationaliste affiliée à l'OLP, au Liban, au milieu des années 1970.

à affronter les Palestiniens vint des États arabes. Au cours du Septembre noir de 1970, l'armée du roi de Jordanie écrasa les milices constituées dans les camps de réfugiés, devenues gênantes pour son pouvoir. Puis en 1975 la guerre civile fut déclenchée au Liban par l'offensive des milices de l'extrême droite phalangiste contre les Palestiniens des camps, dont la mobilisation rencontrait un écho grandissant parmi les masses libanaises elles-mêmes.

C'est au cours de ces crises que les limites politiques du nationalisme palestinien, même le plus radical, ont été les plus visibles. L'écho rencontré à l'échelle du monde arabe lui donnait une occasion historique d'aller au-delà de ses objectifs proprement palestiniens et de se faire l'expression des aspirations des masses à en finir avec l'oppression et à secouer la tutelle de l'impérialisme relayée par les régimes arabes. Mais l'objectif des dirigeants du Fatah de Yasser Arafat et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), n'était ni la révolution sociale, ni même une révolution nationale panarabe qui aurait englobé les différents États et abattu les frontières établies artificiellement par la colonisation. Il était au contraire, en respectant cette division, de tenter d'obtenir le soutien de ces régimes et, au-delà, de l'im-

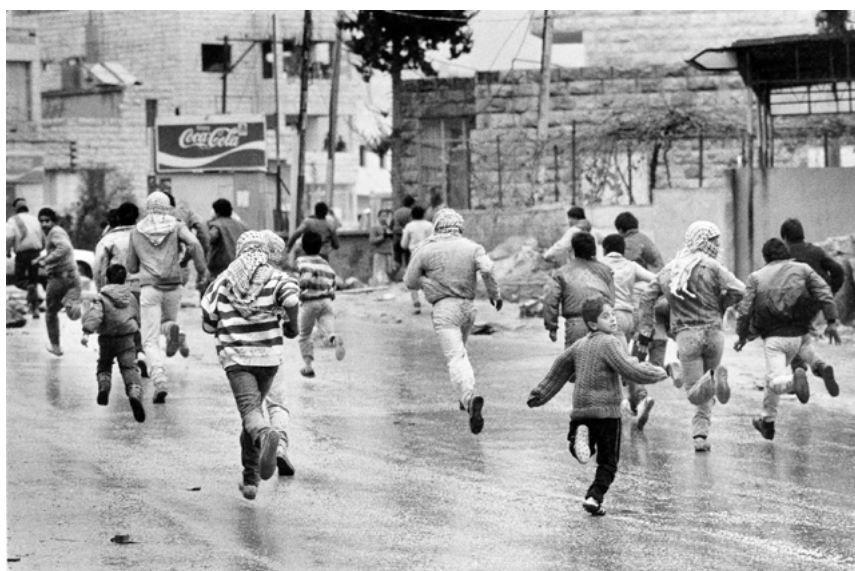
périalisme, pour qu'il soit reconnu à la bourgeoisie arabe palestinienne le droit d'avoir son propre État, fût-ce sur un territoire nécessairement très restreint. Faute de vouloir être l'interprète des aspirations révolutionnaires des masses arabes, le nationalisme palestinien devait alors se faire le complice de leur répression. Mais par là même il perdait aussi une grande partie de ses atouts.

À la répression par les régimes arabes a fait suite la répression menée par le régime israélien lui-même, notamment lors de l'expédition militaire de juin 1982 qui a mené son armée jusqu'à Beyrouth, pour y affronter les milices palestiniennes installées dans les camps de réfugiés et tenter de briser l'OLP. Le Fatah, l'OLP et Arafat n'eurent une nouvelle chance que lorsque, à partir de 1987, une nouvelle vague de révolte, l'Intifada, secoua les masses palestiniennes, et en particulier la jeunesse. Les difficultés du régime israélien à rétablir l'ordre par la répression conduisirent aux accords d'Oslo de 1993-1995, par lesquelles il laissait à l'OLP un embryon de pouvoir sous la forme de l'Autorité palestinienne. Celle-ci était en fait chargée de collaborer avec l'État israélien pour tenir en respect les masses de Cisjordanie et de Gaza, en agitant l'espoir lointain d'une solution politique qui aurait mis fin à l'occupation

La suite a montré que le régime israélien n'était même pas prêt à laisser la bourgeoisie palestinienne disposer sur son petit territoire d'un État ayant quelques prérogatives réelles. L'hypothèse d'un refroidissement du conflit par le biais d'une solution « à deux États » a fait long feu, fondamentalement parce que la politique de l'impérialisme et de son protégé Israël ne lui a pas laissé d'espace. En Israël, le choix de cette politique agressive doublée de colonialisme a fourni le terreau pour le développement de tendances de plus en plus réactionnaires, ultranationalistes, intégristes religieuses juives, ouvertement racistes ou prônant l'expulsion de tous les Arabes. Les gouvernements de la gauche travailliste ayant encouragé ces tendances ou y ayant cédé, l'évolution a été vers des gouvernements de plus en plus à droite. Elle a installé la population israélienne elle-même dans la situation d'une population mobilisable en permanence pour faire la guerre à ses voisins. Cette radicalisation droitière des gouvernants les a encore poussés à écarter tout véritable compromis avec les dirigeants palestiniens.

Les accords d'Oslo n'ont été qu'un intermède éphémère, se traduisant par la création d'une Autorité palestinienne rapidement discréditée. Cela a entraîné le développement parmi les Palestiniens de tendances radicales d'un nouveau type, rompant avec le nationalisme plus ou moins progressiste de l'OLP, prônant la lutte armée pour la destruction d'Israël, souvent intégristes islamiques. Le Hamas offre l'exemple d'une organisation islamiste, favorisée au départ par les dirigeants israéliens pour contrer l'influence des organisations nationalistes, mais qui n'a gagné de l'influence qu'en radicalisant progressivement son discours et ses actions contre Israël.

À Gaza, l'impossibilité pour



Manifestants palestiniens poursuivis par des soldats israéliens, dans la ville palestinienne d'Al Ram, en bordure de Jérusalem, en janvier 1988.

les dirigeants israéliens de contrôler la situation les a amenés en 2005 à mettre fin à l'occupation du territoire, mais seulement pour la faire suivre d'un blocus militaire et économique permanent, maintenu en collaboration avec l'Égypte, et qui allait aggraver continuellement la situation de la population. Le retour prévisible de cette politique a été en 2007 la prise du pouvoir sur le territoire par le Hamas qui, à plusieurs occasions, a voulu asseoir son image d'organisation combattante par ses tirs de roquettes visant Israël. La réponse des dirigeants israéliens a été non seulement le maintien du blocus, mais des guerres successives contre Gaza, notamment en 2008-2009 et en 2014, et des opérations de répression menées quel qu'en soit le prix pour la population civile. Le but affiché de « briser le Hamas » devait être sans cesse renouvelé, car ces opérations ne faisaient qu'éveiller de nouvelles vocations combattantes.

UN CONFLIT ENTRETENU PAR L'IMPÉRIALISME

Toute l'histoire du conflit israélo-palestinien est ainsi marquée par une radicalisation des deux camps, dans une fuite en

avant qui les enfonce dans un conflit sans fin. Mais l'absence de solution n'est pas due à une supposée incompatibilité historique entre la population juive et les populations arabes, qu'elles soient d'ailleurs musulmanes ou chrétiennes, car il y avait et il y a place au Moyen-Orient pour tous ces peuples. À chaque étape du conflit, l'influence de l'impérialisme a été déterminante, notamment pour encourager le jusqu'au-boutisme de l'État d'Israël, de ses dirigeants et de leurs tendances les plus réactionnaires, et pour lui donner tous les moyens de s'armer. Sauf à de rares et courts moments, les dirigeants impérialistes n'ont rien fait pour pousser à des solutions de compromis, alors qu'ils en auraient eu tout à fait les moyens, ils ont au contraire couvert toutes les exactions du régime israélien.

On peut trouver à cette politique des raisons, dont la puissance des lobbies pro-israéliens aux États-Unis, ou même dans des pays impérialistes comme la France, dont le rôle est aujourd'hui bien plus marginal, qui rendent politiquement difficile de faire pression sur les dirigeants d'Israël. Mais ces raisons circonstancielles recouvrent une raison bien plus fondamentale. Elle est que l'im-



Le 26 janvier 2023, Hertzvi Halevi, chef d'état-major général israélien, s'exprime à bord d'un porte-avions géant américain lors d'un exercice militaire bilatéral en Méditerranée, sous le commandement central des États-Unis.

périalisme a intérêt à la permanence de ce conflit, qui lui permet de continuer à disposer d'un allié obligé comme Israël, fiable et disposant d'une armée puissante équipée par ses soins, pour l'aider à contrôler la région moyen-orientale et menacer tous ceux qui seraient tentés de secouer sa tutelle.

L'impérialisme a d'autant plus besoin du maintien de ce conflit que sa politique a provoqué et aiguisé au cours des années toute une série de crises, au-delà du seul conflit israélo-palesti-

nien. La révolution iranienne de 1979 a amené au pouvoir le régime de la République islamique, qui a cherché à secouer sa tutelle et a subi en retour des sanctions et des guerres. Les tentatives analogues de l'Irak de Saddam Hussein et de la Syrie d'Assad leur ont valu des interventions impérialistes et des bombardements israéliens. Une conséquence de ces interventions a été aussi le développement de milices, comme celles de l'État islamique en Syrie et Irak, ou celle du Hezbollah au Liban, déstabilisant ces pays et amenant de nouvelles interventions militaires.

Cette instabilité et ces crises ne sont pas seulement la conséquence de la domination de l'impérialisme sur la région, elles lui fournissent aussi les occasions et les moyens d'y intervenir pour la maintenir. Même s'il se présente parfois comme le pompier qui voudrait éteindre l'incendie, il s'agit d'un pompier pyromane et d'un incendiaire. Comme pour d'autres points chauds sur la planète, et plus que pour bien d'autres, l'impérialisme a toutes les raisons de maintenir les conflits du Moyen-Orient sans les régler, d'y entretenir le feu et de fournir de quoi

l'alimenter, ne serait-ce que sous forme de livraisons d'armes. La multiplicité des conflits laisse aussi ouvertes toutes les possibilités d'aller vers une généralisation de la guerre.

Le conflit dans lequel sont enfermées les populations israélienne et palestinienne montre à quelle impasse mènent les nationalismes bourgeois à l'époque de l'impérialisme déclinant. S'il pouvait leur rester quelque espace pour se développer, dans une région comme le Moyen-Orient cet espace s'est réduit à rien et les conflits sans fin et sans solution dont elle est le théâtre en sont le témoignage. Plus que jamais, la seule voie pour les peuples est de se donner les moyens d'en finir avec la domination impérialiste, avec les régimes qui en sont les vecteurs, avec les frontières qui les divisent. La seule force pouvant accomplir cette tâche est le prolétariat, s'il passe outre à ses divisions nationales. Le seul moyen d'en finir avec les guerres permanentes et le sous-développement chronique est la révolution prolétarienne, pour aboutir à une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient et du monde.

13 octobre 2023



États-Unis: la grève dans l'automobile

Depuis le 15 septembre 2023, la direction du syndicat américain de l'automobile (United Auto Workers, UAW) a déclenché une grève touchant des usines des «trois grands» constructeurs historiques d'automobiles des États-Unis : General Motors (GM), Ford, et Chrysler, qui est inclus depuis 2021 dans le groupe Stellantis. Cette grève a été préparée pendant des mois par la direction de l'UAW, à l'approche des négociations sur les nouveaux contrats de travail collectifs destinés à lier, pour les quatre prochaines années, le syndicat et les directions de ces trois multinationales. Cette grève, qui dure depuis plus d'un mois, est entièrement contrôlée par l'appareil syndical, qui n'a mis en action qu'une minorité de travailleurs concernés.

MICHAEL WAYLAND CNBC



Grève devant une usine General Motors à Flint, dans le Michigan, en septembre 2019.

LE MÉCONTENTEMENT DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

C'est par tactique syndicale assumée que jusqu'à présent l'UAW n'a pas, ou pas encore, mis dans la lutte tout le poids de ses adhérents des trois grands. Ce n'est pas parce que les tra-

vailleurs de l'automobile ne seraient pas prêts à se lancer dans l'action. Au contraire, ils ont toutes les raisons non seulement de vouloir lutter pour un meilleur contrat de travail, mais aussi de revenir sur des reculs importants imposés par leurs patrons depuis des décennies.

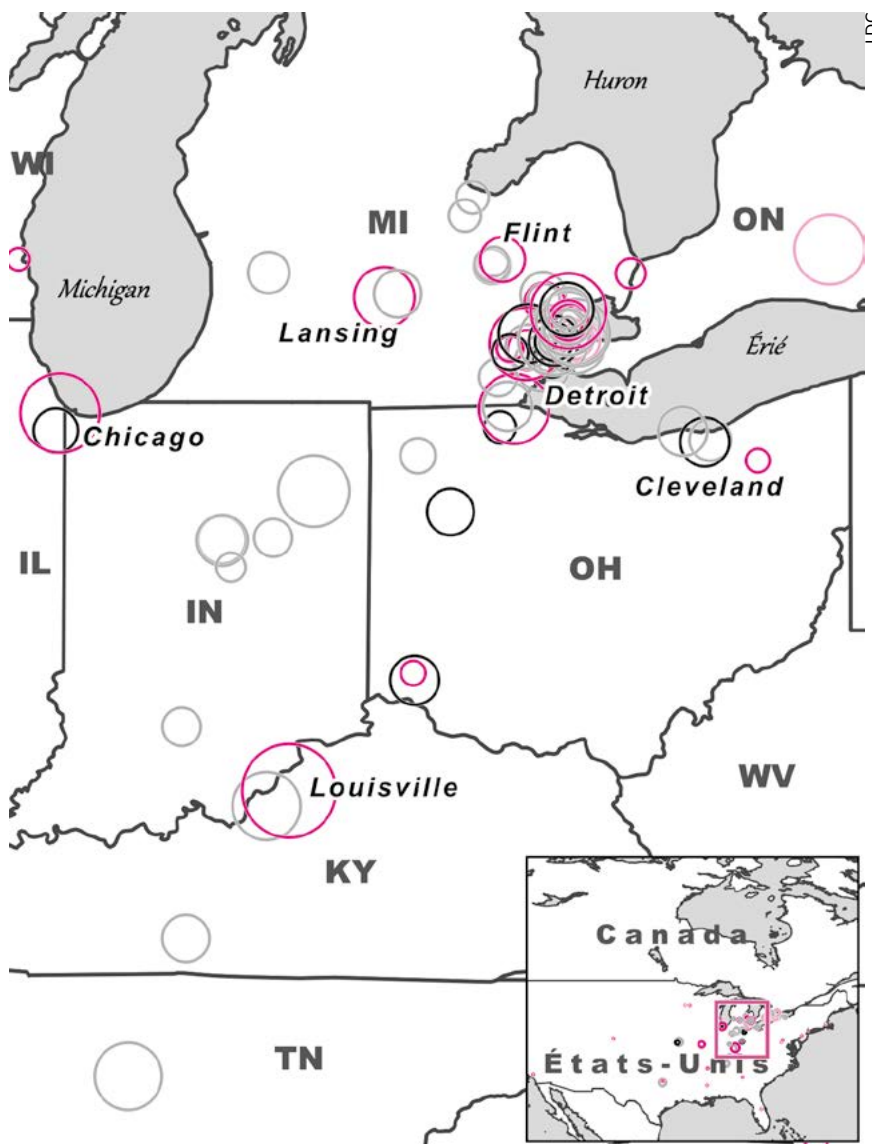
Cette lutte s'inscrit aussi dans un contexte général de mécon-

tentement sur les salaires laminés par l'inflation, avec toutes les difficultés quotidiennes qui en résultent, au moment où les profits des plus grandes entreprises explosent. Ainsi ces dernières semaines des syndicats américains ont permis à de nombreux travailleurs d'exprimer par la grève leur mécontentement à l'occasion du renouvelle-

ment de leur contrat de travail. C'est le cas, entre autres, de la grève d'avertissement de trois jours des 75 000 salariés, essentiellement en Californie, des cliniques Kaiser Permanente, qui ont fait 3,3 milliards de bénéfices au premier semestre; des 2 500 employés de l'assurance Blue Shield Blue Cross du Michigan; des employés d'hôtel de Californie; des 4 000 ouvriers de Mack Truck, qui produisent des camions pour le compte du groupe Volvo, etc.; et bien sûr de la grève médiatique de trois mois et demi des scénaristes d'Hollywood, qui vient de se terminer pendant que celle de 150 000 acteurs continue.

Si le nombre de grèves et de grévistes est sûrement en hausse aux États-Unis, il part de très bas: en 2022 le gouvernement n'a comptabilisé que 23 grèves d'importance, qui ont entraîné 120 000 travailleurs, essentiellement dans l'éducation et la santé, sur 167 millions de salariés...

Dans l'automobile, les trois grands ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices sur le marché nord-américain ces dix dernières années. En face, les ouvriers vivent les sacrifices exigés sous la pression patronale, notamment suite à la crise de 2007-2009 durant laquelle GM et Chrysler ont organisé leur faillite temporaire. Cette manœuvre exécutée en 2009 a permis à ces trusts d'échapper à certaines de leurs obligations envers les salariés, pendant que l'État fédéral les refinançait. Ces concessions, consenties par l'UAW, se sont ajoutées à celles des années 1980 et suivantes. Le pire recul pour les travailleurs fut certainement la destruction d'emplois par centaines de milliers ou leur transfert des usines syndiquées des trois grands vers leurs sous-traitants non syndiqués, où l'exploitation est plus brutale encore, et il explique en bonne partie l'insolente santé financière de ces trusts. En mi-



La grève dans l'automobile (situation au 24 octobre 2023).
Les cercles sont proportionnels à l'effectif des usines. Cercle rouge : usine en grève, cercle gris : non gréviste, cercle noir : lock-out ou licenciements.
Source : The Detroit News

roir, le nombre de syndiqués de l'UAW chez les trois grands a diminué de 85 % depuis 1979, passant de un million à 145 000.

Les revendications mises en avant par l'UAW dans la phase de préparation de la grève actuelle ont rencontré l'assentiment de beaucoup de ses adhérents. Puisque les patrons ont fait la sourde oreille, la direction syndicale a commencé la grève le 15 septembre en réclamant une hausse de 46 % des salaires sur les quatre années à venir pour faire face à l'inflation prévisible et rattraper les 20 % de l'inflation passée, ainsi que pour compenser les pertes subies par les ouvriers licenciés

puis réembauchés à des taux horaires bien inférieurs. Pendant ce temps le prix des véhicules a augmenté, dépassant largement les 50 000 dollars, les mettant hors de portée des travailleurs qui les produisent.

Le syndicat réclame aussi le retour de l'allocation compensatrice de l'inflation (Cost of Living Allowance, COLA). Enfin, au nom de l'unité des travailleurs, l'UAW exige la fin du statut dérogatoire (« tiers », accepté lors des contrats précédents) qui régit les nouveaux embauchés et les intérimaires, payés bien moins que leurs collègues et ne bénéficiant pas de la même retraite ni de la même

couverture médicale. Ainsi, côte à côte, faisant le même travail, un ouvrier chez Ford depuis 2007, ayant été licencié lors de la crise de 2007-2009 puis réembauché sans ancienneté donc

mars 2023 à la présidence de ce syndicat qui regroupe aujourd'hui plus de 500 sections locales, compte un million de membres, dont 600 000 sont retraités et 400 000 en activité, dont 145 000 travaillent pour les trois grands de la construction automobile.

devenait un facteur prévisible pour la bourgeoisie et un instrument de contrôle et de frein à l'éventuelle volonté de lutte des travailleurs.

Ainsi aux États-Unis, le droit de grève est bien plus encadré qu'en France : ce n'est qu'au moment des négociations que les grèves sont considérées comme légales, sauf si la sécurité des salariés est en jeu : mais le syndicat qui déclenche ainsi une grève s'expose au paiement d'une amende dissuasive si le motif de sécurité est contesté par le patron. D'ailleurs une des revendications actuelle de l'UAW est d'inclure dans les contrats le droit d'appeler à une grève contre les fermetures d'usine.

Depuis longtemps l'appareil dirigeant de l'UAW a constamment cherché à ne pas être considéré comme un adversaire par le patronat. Pendant quelques dizaines d'années où la riche bourgeoisie américaine fit le choix d'acheter la paix sociale, les patrons des trois grands constructeurs purent compter sur la direction de l'UAW se comportant comme un *business partner* (partenaire d'affaires) représentant une main-d'œuvre gratifiée de salaires supérieurs à la moyenne. La productivité des travailleurs sans cesse accrue assurait aux patrons un retour sur investissement. L'UAW se vantait alors de permettre aux ouvriers de l'automobile d'intégrer la « classe moyenne » américaine aspirant à une vie confortable, dans l'illusion de se tenir à distance des guerres, crises sociales et économiques portées par le capitalisme comme la nuée porte l'orage.

Lorsque la crise économique des années 1970 s'installa, le patronat ne voulut plus rien accorder, mais il chercha au contraire à tout reprendre aux travailleurs. Dans l'industrie automobile, chaque nouveau contrat fut l'occasion d'un chantage aux délocalisations d'usines – vers le Mexique ou vers les États améri-

Il y a longtemps que l'UAW ne donnait plus l'image du syndicat combatif qu'il incarnait lorsqu'il s'est construit dans les années 1930, au milieu de la vague de grèves qui avait soulevé le prolétariat américain. À l'époque, de grandes grèves avec occupation avaient permis la reconnaissance de l'UAW comme interlocuteur social incontournable des capitalistes de l'automobile, pourtant parmi les plus puissants des États-Unis et violemment hostiles aux syndicats.

Or, en s'appuyant sur la combativité ouvrière pour conquérir l'exclusivité de la représentation des salariés auprès de l'employeur, l'UAW non seulement imposait ce monopole à une partie du grand patronat, mais aussi aux travailleurs eux-mêmes. En général aux États-Unis, la totalité des salariés d'un lieu de travail sont syndiqués ou bien aucun ne l'est. Quand les travailleurs réussissent à imposer la présence d'un syndicat au patron, ils sont tous automatiquement syndiqués (sauf dans les États où, ces dernières années, les républicains ont instauré des lois antisyndicales sur le « droit au travail »).

En même temps qu'elle conquerrait le droit d'exister, la bureaucratie syndicale se coulait dans la logique des contrats de travail collectifs, définissant les salaires, les horaires, les pensions de retraite, l'assurance maladie, etc., pour trois ou quatre années voire plus. Avec la signature du nouveau contrat marquant la fin des négociations, le syndicat renonçait au droit d'organiser des grèves pendant sa durée : le mouvement syndical



Shawn Fain (à gauche), en campagne électorale avec deux de ses colistières, pour la direction de l'UAW.

avec un salaire reparti du bas de l'échelle, gagne 32 dollars de l'heure pendant que son collègue récemment embauché ne touche que 22 dollars !

L'UAW : DE L'OFFENSIVE OUVRIÈRE AUX CONCESSIONS

Ces derniers mois, l'UAW a popularisé ces revendications, en rappelant les grèves avec occupation d'usines des années 1930 qui avaient fait reculer les plus grandes entreprises. Ses dirigeants ont parlé à nouveau de classe ouvrière, en appelant au « combat d'une génération ». Bien qu'il ne soit pas question pour l'UAW de revendiquer le retour des emplois détruits qui permettraient d'alléger les horaires de travail harassants et les cadences qui détruisent la santé des ouvriers, le patronat et ses relais politiques ont dénoncé les revendications syndicales comme excessives et prétendu qu'une grève mettrait l'économie en péril.

Ce langage plus combatif de l'UAW s'incarne dans la personne de Shawn Fain, élu en

cains dans lesquels la tradition syndicale est moindre. Chantage auquel l'UAW se pliait en approuvant au nom des salariés les concessions, c'est-à-dire les reculs, exigés par le patronat, tout en désignant la concurrence étrangère comme responsable de l'aggravation du sort des travailleurs.

Les années 2000 furent celles d'une des pires concessions dans l'automobile, à laquelle des dirigeants syndicaux ont parfois donné leur aval : le système des *tiers* (statuts) se généralisa. Les travailleurs nouvellement embauchés sont payés en fonction d'un deuxième *tier*, d'une deuxième échelle des salaires, très défavorable. En outre l'entreprise ne cotise plus pour leur retraite et moins pour leur assurance maladie. Aujourd'hui, dans certaines usines, moins de la moitié des ouvriers sont au premier *tier*, c'est-à-dire bénéficient encore de payes horaires et de prestations sociales décentes. La majorité, le deuxième *tier*, sont payés bien moins. Il existe aussi parfois un troisième *tier* de travailleurs, encore moins bien lotis. Ce système ouvertement discriminatoire est de plus en plus mal supporté et génère un mécontentement envers les dirigeants syndicaux qui ont avalisé un tel système. Comme le dénonce la direction actuelle de l'UAW, les *tiers* engendrent une division au sein des travailleurs au seul profit des patrons.

L'UAW SOUS TUTELLE

Installés dans une collaboration permanente avec les plus riches entreprises américaines, certains dirigeants syndicaux ont profité d'avantages pécuniaires. Ils ont parfois étalé leur réussite sociale au grand jour. Il est même arrivé que les rivalités pour la direction d'un appareil syndical débouchent sur des meurtres, dans le style de la mafia.

En septembre 2019, au moment de la négociation du contrat de quatre ans en vigueur actuellement, l'UAW se prépara à une grève chez GM. C'était une de ces grèves habituelles destinées à mettre la pression sur le patron lors d'un renouvellement de contrat. Mais dès que la remise en cause du système des *tiers* est apparue clairement comme l'objectif de la grève, le FBI, bras armé de l'État fédéral, attaqua l'UAW. Deux semaines avant le déclenchement de la grève, le FBI accéléra soudainement l'enquête discrète pour corruption qu'il menait depuis un moment au sein de l'UAW, et perquisitionna les domiciles des dirigeants syndicaux sous l'œil des caméras, embarquant papiers et argent pour menacer le syndicat.

La direction avait eu raison de se méfier de cette grève, même soigneusement encadrée par la bureaucratie traditionnelle de l'UAW : elle dura quarante jours, alors que depuis 43 ans les grèves de ce type chez GM n'avaient duré qu'un ou deux jours. Cette grève eut un retentissement certain et attira l'attention des ouvriers au-delà de GM. Le patronat de l'automobile

put alors compter sur l'État, son complice, qui passa à l'attaque en prétextant la corruption de certains dirigeants syndicaux. Bien que les constructeurs automobiles soient les corrupteurs, c'est l'organisation syndicale, et derrière elle les grévistes, qui a été bien plus visée dans ce contexte bien particulier.

En décembre 2019, deux mois après la grève, des poursuites judiciaires furent engagées contre l'UAW. Un an plus tard, la pression était telle que le président de l'UAW démissionna et, avec d'autres dirigeants menacés de dizaines d'années de prison, accepta de plaider coupable pour corruption. Au bout du compte, treize syndicalistes, dont deux anciens présidents de l'UAW, ont purgé des peines d'emprisonnement de quelques mois. Ces aveux, obtenus par chantage et utilisés contre l'UAW, amenèrent le syndicat à payer 15 millions de dollars et surtout à accepter sa mise sous tutelle fédérale pour six ans.

Ainsi, depuis plus de deux ans, l'UAW est sous le contrôle d'un avocat d'affaires désigné par un juge fédéral comme *monitor* (superviseur) disposant de pouvoirs étendus sur le syn-



En août 2019, le FBI perquisitionne chez les dirigeants de l'UAW dans quatre États simultanément, devant les médias. Ici au domicile de Gary Jones, le président de l'UAW.

MAX ORTIZ/THE DETROIT NEWS

dicat. Des dirigeants syndicaux ont été destitués et exclus, non par les syndiqués eux-mêmes, mais par le *monitor*. Sous peine d'être à leur tour exclus pour association de malfaiteurs, il est interdit aux membres de l'UAW d'avoir des contacts avec leurs anciens dirigeants considérés comme des mafiosi ourdissant un complot criminel. Le *monitor* contrôle les finances du syndicat et a le droit de siéger à toutes les réunions (sauf lors des négociations avec les patrons pour les nouveaux contrats) ou de se faire communiquer les comptes rendus de réunion. Une épée de Damoclès menace donc les activités syndicales de l'UAW pour des années. Pour mémoire, en 1996, c'était le syndicat des *Teamsters* (camionneurs) qui était sous contrôle fédéral depuis des années lorsqu'une grève retentissante fut menée chez UPS : l'année suivante le dirigeant des *Teamsters* Ron Carey fut destitué par les autorités...

La tutelle de l'État fédéral a imposé que, en 2023, pour la première fois, le président de l'UAW soit élu directement par les syndiqués, et non par l'intermédiaire de délégués comme avant. La plus grande partie des opposants traditionnels à l'intérieur de l'UAW, de même que le magazine de gauche *Jacobin*, ont salué ce nouveau mode d'élection comme plus démocratique et moins bureaucratique qu'auparavant. Sans se soucier que ce vote avait eu lieu sous tutelle étatique, ils y ont vu la fin du règne d'une bureaucratie qui décidait tout d'en haut.

Pourtant, la démocratie formelle n'est pas plus la garantie que la volonté des travailleurs prévale dans les syndicats – et surtout celle des travailleurs les plus conscients et les plus combattifs – qu'elle ne l'est dans les élections politiques.

D'ailleurs les membres de l'UAW n'ont pu voter que par correspondance, depuis chez eux, isolés de leurs camarades

de travail. Des ouvriers ont exprimé qu'ils regrettaient de ne pas connaître ceux qui se présentaient à la direction nationale du syndicat, et donc s'abstenaient, alors qu'ils avaient une opinion, bonne ou mauvaise, sur les délégués locaux. Seuls 15 % des membres de l'UAW ont voté. Difficile de qualifier le fonctionnement actuel de l'UAW de plus démocratique qu'auparavant.

Le langage à la tonalité lutte de classe de Shawn Fain, porteur d'un message combatif, a fait dire à certains que ce scrutin constituait un tournant pour les militants syndicaux de l'automobile, pour les travailleurs de cette industrie et plus largement pour la classe ouvrière américaine, au vu de l'importance de l'industrie automobile, et corrélativement de l'UAW, dans le mouvement syndical. Or l'appareil bureaucratique de l'UAW n'a en réalité pas perdu le contrôle du syndicat au profit des travailleurs, mais plutôt en partie au profit de l'État.

UNE DIRECTION SYNDICALE AU LANGAGE PLUS RADICAL

Le résultat très serré de l'élection du nouveau président a été connu juste avant le congrès de l'UAW qui s'est tenu fin mars 2023 à Detroit, centre de l'industrie automobile aux États-Unis. À l'issue de cette procédure, Shawn Fain est devenu président de l'UAW avec un peu moins de 70 000 voix (sur un million de membres) et seulement 483 voix d'avance sur le président sortant Ray Curry, un Noir membre de l'ancienne direction et précédemment nommé par le *monitor*. Ce qui a été ressenti amèrement par une partie des ouvriers noirs.

Ce congrès a débouché sur une alliance entre l'ancienne direction, à présent minoritaire au sommet bien qu'elle compte

des membres élus à certains postes dirigeants, et la nouvelle. Chuck Browning, issu de l'ancienne direction, a notamment déclaré : « *À nos ennemis, qui ne sont pas dans cette salle, aux riches et aux puissants qui veulent attaquer les travailleurs, aux employeurs qui veulent faire des profits à nos dépens par l'exploitation des travailleurs, à tous ces gens j'adresse un message : nous sommes unis dès qu'il s'agit de se battre contre nos ennemis.* » Ce ton à l'égard des patrons tranchait avec la tradition dont Browning est lui-même issu : celle de décennies de partenariat avec le patronat.

Shawn Fain, qui tout en s'étant positionné dernièrement comme un opposant à la direction sortante n'en a pas moins fait partie auparavant, a tenu un langage encore plus directement combatif : « *Nous sommes ici pour nous rassembler et nous tenir prêt pour la guerre contre notre seul et vrai ennemi : les entreprises multimilliardaires et les employeurs qui refusent à nos membres leur juste part.* » Fain, qui est au mieux un honnête syndicaliste, c'est-à-dire un réformiste, a ajouté : « *Quand allons-nous reconstruire notre pouvoir en tant que classe ouvrière ? Quand allons-nous retrouver notre dignité en tant que travailleurs ?* »

Fain aime à citer le syndicaliste Walter Reuther, dirigeant qui a exclu les militants communistes de l'UAW à la fin des années 1940 et amené en 1955 la centrale syndicale CIO à fusionner avec la très modérée AFL, ainsi que Martin Luther King, dirigeant de l'aile du mouvement noir qui recherchait l'appui de l'État pour éviter une explosion sociale. Toutefois il est frappant que l'actuel président de l'UAW parle de « travailleurs » alors que ses prédécesseurs s'étaient acharnés à gommer dans leur langage l'existence d'une classe ouvrière au profit d'une prétendue « classe moyenne », dont le

mode de vie était érigé en but pour le syndicalisme.

Toutefois les discours de Fain peuvent aussi être entendus comme la nostalgie de l'époque où le patronat considérait la bureaucratie de l'UAW avec des égards. Tavares, le PDG de Stellantis, ne s'embarrasse pas toujours de réunions avec l'UAW lors de ses tournées aux États-Unis.

UNE GRÈVE SOUS CONTRÔLE DE L'APPAREIL SYNDICAL

Le 15 septembre, Shawn Fain et la direction de l'UAW ont certes démarré la grève simultanément chez les trois grands, GM, Ford et Stellantis, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps. Mais dans une seule usine de chaque groupe, et pas celles qui produisent les véhicules qui rapportent le plus aux constructeurs. Seuls 13 000 travailleurs étaient appelés à la grève et à participer à des piquets de grève tournants qui ne mobilisent chaque gréviste qu'une seule fois par semaine. Fain a averti les autres adhérents de l'UAW qu'ils devaient se tenir prêts à répondre si le syndicat appelait de nouvelles usines à rejoindre la grève.

Une semaine plus tard, il a expliqué que les négociations avec Ford, qui venait de conclure un accord avec un syndicat canadien, avaient avancé et n'avaient pas accentué la pression sur ce constructeur. Par contre il appelait les travailleurs de 38 sites de GM et Stellantis à rejoindre la grève. Cette extension de la grève a été très mesurée : elle a touché principalement des entrepôts de pièces détachées, ce qui posera plus de problèmes aux concessionnaires, aux garagistes et aux particuliers réparant leur voiture qu'aux firmes automobiles elles-mêmes. La semaine suivante, il faut croire que les discussions de l'UAW



EVAN VUCCI/AP

Biden au mégaphone sur un piquet de grève, le 26 septembre. Shawn Fain est à gauche sur la photo. En sollicitant le soutien du président américain, l'UAW participe de fait à la campagne en vue de sa réélection.

avec Stellantis allaient bon train, puisque seules une usine GM et une Ford supplémentaires étaient appelées à la grève.

Puis le 11 octobre, une grosse usine Ford du Kentucky, de 8 700 salariés, a été appelée dans la lutte ; et dernièrement, le 23 octobre, c'était au tour des 6 800 travailleurs de la plus grande usine américaine de Stellantis, à Sterling Heights dans le Michigan. Ces deux usines génèrent beaucoup de bénéfices pour ces deux groupes. Même avec cette dernière extension de la grève, l'UAW n'a, pour le moment, appelé à l'action que 40 000 travailleurs sur ses 145 000 adhérents chez les trois grands.

La direction actuelle de l'UAW n'est pas si différente de la précédente qui avait en 2019, première fois depuis plus de quatre décennies, mené une grève de quarante jours de 48 000 travailleurs sur cinquante usines de GM. Cette grève avait bénéficié de la sympathie d'autres ouvriers de l'automobile et avait attiré l'attention du monde du travail bien au-delà. Or le syndicat s'était bien gardé de l'étendre aux deux autres constructeurs historiques. Le résultat avait été maigre pour les ouvriers de GM, d'où leur détermination à lutter

à nouveau cette année.

Il ne fait aucun doute que la grève actuelle est également populaire parmi les travailleurs, bien au-delà de l'automobile. C'est la raison pour laquelle les deux politiciens qui s'affronteront probablement lors de l'élection présidentielle de 2024, Biden et Trump, se sont rendus chacun à leur tour à Detroit pour s'adresser à des grévistes. Tous deux se proclament les meilleurs amis des travailleurs et Biden plus particulièrement celui des syndicats. Mais ni le protectionnisme, ni les subventions énormes aux constructeurs, politique qu'ils ont chacun menée quoique avec un emballage différent, n'ont empêché les salariés de subir la dictature patronale.

L'UAW a dénoncé tous les mensonges du républicain Trump dont un pan de la démagogie vise l'électorat ouvrier. Mais Fain a été complaisant avec le démocrate Biden, participant à son opération politique et lui permettant de se mettre en scène sur un piquet de grève en partie monté pour l'occasion et le remerciant du soutien apporté à la grève. À moins que ce ne soit Biden qui soit venu chercher le soutien de l'UAW à sa campagne... Fain n'a

pas tenu rigueur au président en exercice d'avoir empêché en décembre 2022 une grève nationale des cheminots en la décrétant par avance illégale au nom de l'économie nationale. Ni de ne pas avoir levé le petit doigt pour empêcher très récemment les trois grands de licencier plus de 2 000 de leurs salariés, souvent des intérimaires, dans des usines dont la production est ralentie par la grève. Bien entendu, les patrons rejettent la responsabilité de ces licenciements sur les grévistes...

La direction de l'UAW contrôle de bout en bout ce mouvement, dont elle a l'initiative. Les travailleurs membres du syndicat ont bien été consultés auparavant sur l'opportunité d'une grève et l'ont approuvée, paraît-il à 97 %, mais sa conduite leur échappe totalement. L'envie de la très grande majorité des ouvriers de l'automobile de regagner par la grève ce qu'ils ont perdu auparavant et d'obtenir des augmentations de salaire permettant de faire face à l'inflation est bien réelle. Mais, en dehors de l'appareil syndical, nul ne sait combien ont participé à ce vote autorisant l'UAW à appeler à la grève. Dans certains syndicats locaux, les votes n'ont même pas été comptés. D'ailleurs la grève de Blue Shield Blue Cross, lancée d'en haut, du jour au lendemain, par l'UAW trois jours avant celle de l'automobile, témoigne du même rapport de commandement que la direction syndicale veut entretenir avec les travailleurs.

À présent que la grève est lancée, ni les travailleurs de l'automobile dont l'usine est en grève, ni les autres qui continuent à travailler, ne décident de rien. Bien que professant en parole l'unité des travailleurs, l'UAW les divise entre ceux qui sont appelés à participer à la grève et ceux que le syndicat condamne à rester l'arme au pied, sur le côté de la lutte. L'UAW n'organise ni réunion syndicale, ni assem-

blée de grévistes au cours desquelles d'éventuels votes sur la conduite de la grève pourraient s'appuyer sur la combativité et la conscience des ouvriers.

Fain s'adresse par vidéo Facebook live – nouveau moyen de communication au service de vieilles pratiques bureaucratiques – aux travailleurs une à deux fois par semaine pour leur dire si selon lui les négociations progressent ou pas. En fait il s'adresse bien plus aux directions des trois grands et à leurs négociateurs que les dirigeants syndicaux rencontrent pour discuter des futurs contrats collectifs. Fain menace ceux à qui il attribue des mauvais points d'étendre la grève dans leurs usines.

Le 6 octobre, l'UAW a présenté les négociations en cours avec GM comme prometteuses car l'entreprise aurait accepté d'étendre le futur contrat collectif aux usines qu'elle construit pour électrifier sa gamme de véhicules. Selon Fain, cette nouvelle lui serait parvenue quelques minutes avant qu'il n'annonce qu'une des usines GM les plus profitables, celle d'Arlington au Texas, serait mise en grève. Suivant sa logique, Fain n'a de ce fait pas étendu la grève cette semaine-là, ni à Arlington, ni à aucune autre usine d'aucun constructeur, expliquant que sa stratégie, « *ne pas sortir le bazooka* », était gagnante car elle avait en trois semaines fait considérablement bouger les patrons.

Un accord entre la direction de l'UAW et un ou plusieurs constructeurs est-il proche ? Ce qui est sûr, c'est que l'UAW compte plus sur sa maîtrise de la lutte en cours, et sur sa caisse de grève qui lui permet d'indemniser les grévistes 500 dollars par semaine, que sur la combativité des travailleurs et l'élément d'incertitude qu'ils pourraient constituer aux yeux de leur ennemi, le patronat.

Le 25 octobre, au quaran-

tième jour de la grève, les négociateurs de l'UAW sont arrivés à un accord avec Ford, qu'ils présentent comme une victoire historique qui changera la vie des travailleurs.

Lorsque l'UAW présentera les contrats qu'elle aura négociés avec les patrons aux ouvriers de l'automobile, ce seront ces derniers qui seront dans l'incertitude. On leur demandera de voter pour approuver les modalités des contrats. Mais que sauront réellement les ouvriers du contenu du contrat ? En août dernier, le syndicat des *Teamsters* a obtenu que plus de 85 % des 340 000 salariés du transporteur de colis UPS approuvent un contrat de cinq ans, leur présentant sous un jour avantageux des augmentations de salaire, obtenues par la seule menace de la grève. Ce n'est que plus tard, au fur et à mesure que le contrat s'applique, que ces travailleurs ont été déçus en se rendant compte de la réalité du compromis fait en leur nom par leur syndicat.

En 2021, la grève chez le constructeur de machines agricoles John Deere avait duré cinq semaines. Bien qu'ayant arraché des augmentations de salaire et ayant réussi à rejeter l'instauration d'un troisième *tier*, une minorité importante de 40% de travailleurs ont jugé le résultat insuffisant. Malgré la traditionnelle carotte d'une prime substantielle agitée par le patron en cas de vote en faveur du contrat, ils ont voté pour la continuation de la grève, contre l'avis de l'UAW qui organisait le vote et recommandait de ratifier le contrat négocié au cours de la grève. En 2019 aussi, lors de la grève chez GM, une forte minorité s'était ainsi opposée à l'appareil. Dans ces deux cas, les opposants au sein de l'UAW avaient accredité auprès des travailleurs l'idée que la direction syndicale négociait mal et qu'une nouvelle direction ferait mieux, la fonction des syndicats



JIM WEST/ZUMA WIRE

Lors de la grève de 2019 chez GM. Ici devant l'usine de Detroit-Hamtramck, le 2 septembre. Sur une pancarte : « Everyone tier one », Tous au meilleur statut.

étant de négocier avec le patronat. Ce qui a peut-être compté dans l'élection de Shawn Fain à la tête de l'UAW cette année.

Or les capitalistes, dans une économie en crise où la concurrence est féroce et où la guerre économique menace de se transformer en guerre tout court, veulent accentuer l'exploitation, surtout pas l'alléger. Ils veulent s'imposer aux travailleurs et à leurs syndicats. Chez GM et chez Ford, les quatre principaux actionnaires sont des fonds d'investissement, dont le plus important d'entre eux, Black Rock. L'adversaire des ouvriers de l'automobile est donc le cœur du capitalisme financier. Quel grain à moudre laissera-t-il à Fain pour présenter aux ouvriers l'issue de la grève comme une victoire ?

L'IMPASSE DU SUIVISME

Depuis son accession à la présidence de l'UAW, et surtout depuis le déclenchement de la grève actuelle, le langage radical de Shawn Fain lui vaut une aura de dirigeant radical dans

une certaine gauche ou extrême gauche. En France, cette tendance au suivisme derrière la bureaucratie syndicale se retrouve caricaturalement dans le numéro du 12 octobre de *L'Anticapitaliste*, publication du NPA.

Sous le titre « Une avancée à caractère historique », on y lit : « Cette grève rompt avec les pratiques précédentes d'une UAW à la direction corrompue. Le point sur l'état des discussions est fait chaque vendredi par le président de l'UAW Shawn Fain. Ses interventions sur Facebook sont vues en direct par des dizaines de milliers d'ouvrières et ouvriers qui les regardent dans les ateliers depuis leur mobile. Le retour à la radicalité des années 1930 mais avec les outils de communication d'aujourd'hui ! » Que l'UAW fasse tout ce qu'elle peut pour que les travailleurs soient les sujets passifs de la direction syndicale ne dérange pas le rédacteur.

L'article reprend aussi l'idée que l'ouverture de GM à la syndicalisation des futures usines de batteries « est une victoire contre la division des travailleurs ! », sans un mot sur la division entretenue par l'UAW

entre grévistes et non-grévistes. Apparemment la manœuvre de Fain lors de sa vidéo du 6 octobre où, vêtu d'un T-shirt *Eat the rich* (Mangez les riches), il a présenté les négociations avec GM comme un grand pas vers la victoire pour justifier que cette fois il n'appelait aucun travailleur à rejoindre la lutte, a convaincu l'Anticapitaliste. C'est la vieille tactique du radicalisme de façade pour maquiller un bureaucratisme syndical banal.

L'envie de se battre d'une bonne partie des ouvriers des trois grands constructeurs, mais qui travaillent toujours de longues heures épuisantes pendant que d'autres sont en grève, n'est utilisée que comme une menace par les dirigeants de la grève. L'envie de certains grévistes de voir leurs camarades les rejoindre dans une lutte plus large ne compte pas pour la bureaucratie syndicale. La grève partielle de l'automobile fait prendre le risque d'une coupure entre les ouvriers en grève, qui portent tout le poids de la confrontation avec le patronat, et qui doivent se contenter depuis des semaines d'une

indemnité de grève qui ne fait pas un salaire complet, et ceux qui ne sont pas appelés à l'action. Aux yeux de l'UAW, les travailleurs des autres secteurs de l'économie, qui observent avec sympathie le combat engagé dans le secteur majeur de l'automobile pour faire reculer le patronat, comptent encore moins. La force potentielle de la classe ouvrière est négligée.

D'une certaine façon le message de Trump, lorsqu'il est venu parader à Detroit et dire aux grévistes que se battre pour un meilleur contrat de travail ne compterait pour rien si les usines fermaient, mettait le doigt sur un problème réel. Bien sûr Trump était venu décourager les grévistes et tâcher de leur faire prendre les vessies électorales pour des lanternes. Mais tant que les capitalistes possèdent les moyens de production, ferment des usines ici pour en ouvrir là, suppriment des emplois pour surexploiter les ouvriers restants, aucun ac-

cord, aucun contrat ne protégera durablement les travailleurs. Ce sont là les limites du syndicalisme, même doté d'un langage un tant soit peu radical, qui aujourd'hui n'organise même pas de lutte économique générale de la classe ouvrière.

L'appareil syndical de l'UAW ne répond pas aux problèmes politiques qui se posent à la classe ouvrière. Ou plutôt, quand il y répond, c'est sans jamais remettre en cause la domination économique de la bourgeoisie. Ainsi depuis les années 1980, l'UAW a expliqué aux travailleurs que se protéger des fermetures d'usines voulait dire protéger le marché américain des voitures produites par des ouvriers en Asie ou au Mexique. L'UAW a ainsi laissé le champ libre aux partis de la bourgeoisie pour s'adresser aux travailleurs sur le registre du protectionnisme et du nationalisme, que ce soient les démocrates dont le syndicat cherche le soutien et qu'il a si souvent soutenus, ou

que ce soient les républicains comme Trump qui s'adressent aux ouvriers en colère.

Alors que la grève de l'automobile est toujours en cours, il est difficile de savoir si l'appareil syndical en gardera la maîtrise jusqu'au bout. Il est aussi impossible de savoir à l'avance si les ouvriers de l'automobile sortiront renforcés de cette lutte ou déçus, et l'effet qu'elle aura sur des dizaines de millions d'autres travailleurs. Ce qui est certain, c'est que, alors qu'il existe un mécontentement diffus au sein de la classe ouvrière des États-Unis, l'admiration pour Fain et l'alignement derrière la bureaucratie syndicale, radicale ou non, est une impasse pour ceux qui veulent construire une force organisée dans les usines pour lui contester la direction des mouvements actuels et à venir, et surtout pour contester à la bourgeoisie la direction de la société.

28 octobre 2023



Mondialisation, relocalisations et protectionnisme : les formes contradictoires de la guerre économique

Entre la fin des années 1980 et le début des années 2010, les dirigeants politiques des grandes puissances prêchaient la dérégulation de l'économie, l'abaissement des barrières douanières, la délocalisation des usines vers les pays à bas salaires. Dans les années 2000, Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, proclamait que l'avenir était aux «entreprises sans usines». Les chefs d'État établissaient des zones de libre-échange sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), présentée comme arbitre suprême des différends commerciaux. Aujourd'hui, ils vantent les relocalisations, multiplient les mesures protectionnistes et ils ont mis l'OMC en état de mort cérébrale.

DES CRISES QUI ONT SERVI DE PRÉTEXTE ET D'ACCÉLÉRATEUR

La pandémie de Covid en 2020 et la guerre en Ukraine en 2022 ont été utilisées pour accélérer et justifier ce tournant. On se rappelle comment l'arrêt des échanges internationaux lors des confinements a mis en lumière le poids des importations chinoises ou indiennes pour les masques chirurgicaux, le paracétamol et tant d'autres produits. Deux ans plus tard, la fermeture du robinet du gaz russe, l'embargo décrété contre la Russie et l'arrêt des exportations de blé ukrainien par la mer Noire ont de nouveau montré la dépendance de certains secteurs aux importations.

Chaque crise, qu'elle soit économique, politique, climatique, rebat les cartes entre les capitalistes, modifie les rapports de force entre industrie lourde et légère, entre les producteurs de matières premières et les

industries de transformation, entre les pays. Les capitalistes en position de force augmentent leurs prix et imposent leurs conditions à leurs clients. Aux pénuries réelles s'ajoutent les pénuries artificiellement créées par les spéculateurs. On se rappelle comment la moutarde, qui n'était pourtant pas produite en Ukraine, avait disparu des rayons avant de revenir à un prix augmenté.

La reprise des échanges internationaux après les confinements a massivement profité à quelques grands transporteurs maritimes, dont le français CMA-CGM, qui ont pu multiplier le prix du voyage d'un conteneur par cinq ou dix et réaliser des profits historiques. Cette période a aussi mis en évidence le monopole acquis par les producteurs de semi-conducteurs. Ces derniers, installés surtout à Taïwan, mais avec des brevets et des capitaux américains, ont pu choisir quels clients étaient prioritaires. Pendant de long mois, les constructeurs automobiles

du monde entier ont dû réduire leur production et mettre des ouvriers au chômage partiel. Six à sept millions de véhicules n'ont pas été produits en 2021. Les constructeurs ont maintenu leurs profits en se concentrant sur les véhicules haut de gamme et en augmentant leur prix.

Les semi-conducteurs étant vitaux pour la construction de produits aussi variés que les avions de combat, les missiles, les automobiles, les téléphones et les ordinateurs, le gouvernement américain, suivi par les Européens, a lancé des programmes pour relocaliser la production des semi-conducteurs les plus performants sur leur sol. Ainsi la *Chips and Science Act* de Biden prévoit 280 milliards de dollars pour construire des usines de semi-conducteurs (les «puces» en français ou «chips» en anglais) sur le sol américain.

L'arrêt des livraisons du gaz russe, au cours de l'année 2022, a heurté de plein fouet le géant allemand de la chimie BASF,



Le complexe chimique de BASF à Ludwigshafen, en Allemagne, au bord du Rhin.

dont la compétitivité reposait sur la fourniture à bas prix de ce gaz. BASF a vu son chiffre d'affaires reculer de 25 % en un an et ses bénéfices de 76 %. BASF annonce 3300 suppressions d'emplois sur les 39000 du complexe chimique de Ludwigshafen. Cette année, plus d'une entreprise chimique allemande sur quatre a été contrainte de réduire sa production.

LA FIN DE LA «MONDIALISATION HEUREUSE»

Ces deux crises n'ont pourtant été qu'un accélérateur d'un changement initié bien avant et pour des raisons plus profondes. Dès son arrivée au pouvoir en 2016, avec son slogan « Make America Great Again » (Restaurer la grandeur de l'Amérique), Trump a lancé une guerre commerciale contre la Chine et contre l'Union européenne. Il a instauré des taxes sur l'acier européen, déploré qu'« il y a trop de Mercedes à New York et pas

assez de Chevrolet à Berlin » et interdit à plusieurs entreprises chinoises de vendre leurs marchandises aux États-Unis.

Avant Trump, dès 2015, Obama avait pris des mesures protectionnistes contre l'acier chinois ou contre la société de télécommunications ZTE. En signant le « partenariat transpacifique », Obama avait renforcé les relations des États-Unis avec le Japon, le Vietnam et l'Inde, pour cerner la Chine exclue de ce traité. En même temps la pression sur la Chine était autant économique que militaire.

Le successeur de Trump, Joe Biden, a interdit aux industriels américains l'exportation vers la Chine des semi-conducteurs les plus performants. Il a fait pression pour que les Pays-Bas et le Japon, seuls pays capables de fournir les machines pour fabriquer ces puces, s'alignent. Biden a intensifié le protectionnisme des États-Unis en faisant voter le plan IRA (Inflation Reduction Act), un programme qui, selon une expression du journal *Le Monde*, « déverse un déluge de

subventions » sur les capitalistes qui s'installent aux États-Unis. Au fond, la politique du démocrate Biden est celle du républicain Trump, sans la grossièreté.

Il y a une continuité des administrations américaines pour mettre en place une politique protectionniste, d'abord contre la Chine. Les raisons profondes de ce protectionnisme sont à chercher dans le durcissement des rivalités entre capitalistes pour se tailler des parts de marché après la crise de 2008.

Cette crise, la plus grave de l'après-guerre, a provoqué un recul de la production mondiale. Pour sauver les banques, les États les plus puissants ont déversé des centaines de milliards dans l'économie, ce qui a favorisé des fusions, des réorganisations et modifié les rapports de force entre les capitalistes. Chaque État a instauré des mesures protectionnistes pour favoriser ses industriels.

En Chine, cette intervention de l'État a développé les forces productives dans des proportions telles que le marché inté-



VNA

Usine Samsung dans une zone industrielle de la province de Thai Nguyen, au nord de Hanoi, au Vietnam.

rieur chinois ne suffisait plus. Les capitalistes chinois ont cherché des débouchés à l'extérieur. Dès 2013, avec le programme des « nouvelles routes de la soie », Xi Jinping a favorisé l'exportation de capitaux et de marchandises. Il a encouragé la prise de participation dans des entreprises occidentales. Ainsi le constructeur automobile chinois Geely a-t-il racheté les parts de Ford dans Volvo Cars.

Année après année, les exportations chinoises vers les États-Unis ont augmenté plus vite que les exportations américaines vers la Chine. Selon les chiffres de la Banque mondiale, de 80 milliards de dollars en 2000, le déficit commercial américain avec la Chine était monté à 367 milliards en 2016. Bien sûr, nous l'avons souligné bien souvent, ces chiffres des exportations chinoises sont trompeurs, car ils incluent des produits fabriqués ou assemblés en Chine pour des firmes américaines comme Apple. En dernier ressort, les firmes américaines

emportent la part du lion des profits.

Pour autant, dans des secteurs comme les télécommunications, les voitures électriques, les batteries ou les panneaux solaires, des firmes chinoises sont devenues des concurrentes internationales sérieuses. C'est cette concurrence que les dirigeants américains ont voulu combattre en instaurant des droits de douane massifs contre certains produits chinois, en interdisant l'exportation vers la Chine de produits sensibles et en ostracisant une entreprise comme Huawei.

LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

Depuis la période Trump, et malgré un accord de paix commerciale signé en janvier 2020, les mesures protectionnistes réciproques entre les États-Unis et la Chine n'ont pas cessé. Le FMI a constaté : « Les nouvelles

barrières commerciales introduites chaque année par les États-Unis ont triplé depuis 2019, pour atteindre près de 3000 l'an dernier » (*Les Échos* du 23 août 2023). Les deux tiers des produits chinois importés aux États-Unis sont taxés. Ces mesures protectionnistes s'ajoutant aux conséquences de la guerre en Ukraine et surtout au renchérissement du crédit décidé par les banques centrales, le FMI s'inquiète pour la croissance mondiale, qui ne cesse de ralentir. Elle devrait passer à moins de 3% en 2024.

Au nom de la sécurité nationale, Biden a publié en août dernier un décret limitant les investissements américains à l'étranger dans les semi-conducteurs, l'informatique quantique et l'intelligence artificielle. Les fabricants de puces américains ont fini par protester contre cette politique, qu'ils jugent trop restrictive parce qu'elle nuit à leurs intérêts.

Pour échapper aux taxes américaines, mais aussi parce

que les salaires en Chine ont augmenté, des multinationales de l'électronique, Apple, Samsung, Sony, des producteurs de chaussures, Adidas, Nike, ont accéléré le déplacement d'une partie de leurs usines vers des pays d'Asie du Sud-Est, le Vietnam, l'Indonésie ou la Malaisie. Ces firmes n'ont pas abandonné la Chine, mais elles diversifient leurs lieux de production.

Ainsi l'embouchure du fleuve Cam, au nord du Vietnam, à proximité de la Chine, a-t-elle vu surgir de vastes zones industrielles. En trois ans, le nombre d'emplacements industriels a triplé. « L'entreprise taïwanaise Pegatron, qui fabrique des composants électroniques pour Tesla et Apple, a investi 500 millions de dollars dans un nouveau site de production ultramoderne. USI Global, spécialisé dans les serveurs informatiques et les objets connectés, a inauguré une usine à 200 millions de dollars. [...] Son futur voisin sera le Japonais Bridgestone, qui a annoncé multiplier par cinq sa production de pneus au Vietnam », écrivait le journal

Les Échos du 13 septembre 2023.

Ces entreprises embauchent des travailleurs, venus des campagnes voisines, par dizaines de milliers. Foxconn, sous-traitant d'Apple, a posé des affiches : « Recrutons 10 000 salariés. Bon environnement de travail, occasions de promotion. » Inventec et GoerTek, autres sous-traitants d'Apple, ont annoncé chacun la création de 25 000 emplois d'ici à 2024. Les salaires au Vietnam sont deux à trois fois plus faibles qu'en Chine tandis que, selon les mots relevés sur un site patronal, « les salariés vietnamiens sont aussi instruits et prêts à travailler de longues heures que les Chinois ».

LES CONTRADICTIONS DES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS

Mais l'imbrication entre les économies américaine et chinoise est si profonde, et tellement favorable aux entreprises américaines, que les échanges

entre les deux pays ne peuvent pas s'arrêter. Ainsi en 2022, malgré la guerre commerciale, les échanges de produits entre les deux pays avaient atteint un niveau record de 690 milliards de dollars (chiffres OMC).

Il faut dire qu'en 2022, année de reprise massive des échanges après la période Covid, les États-Unis ont augmenté leurs échanges commerciaux avec tous les pays, avant un repli marqué en 2023, premier symptôme d'un ralentissement de l'économie mondiale. Par conséquent, l'augmentation en volume de la part de la Chine dans les importations américaines cache un recul en pourcentage : celle-ci est passée de 22 % à 17 % entre 2017 et 2022. À l'inverse, la part du Mexique et du Vietnam dans les importations américaines a augmenté.

Dans la même période, les échanges commerciaux entre la Chine et le Vietnam ont augmenté, passant de 100 milliards de dollars en 2018 à 175 milliards en 2022. Une partie des expor-



Un nouveau parc industriel au nord du Vietnam.

tations chinoises concerne des pièces qui sont assemblées au Vietnam avant d'être vendues aux États-Unis et en Europe, échappant ainsi aux droits de douane punitifs. Ainsi le déplacement d'usines occidentales ne signifie pas un arrêt de la mondialisation, mais une réorganisation de celle-ci.

Une autre donnée est instructive. En 2022, Taïwan réalisait 42,3% de ses exportations vers la Chine, un record historique. On peut noter que l'agitation permanente autour des menaces d'invasion n'empêche pas les entreprises taïwanaises d'exporter vers la Chine. Les rivalités agressives n'empêchent pas le commerce.

Il n'y a donc pas de « découplage » entre la Chine et les États-Unis, mais une modification de la structure des échanges. D'un côté, malgré son développement industriel, malgré l'augmentation des salaires et malgré la guerre commerciale américaine, la Chine reste le principal atelier du monde, très intégré dans la chaîne de valeurs de l'économie capitaliste mondiale. De l'autre côté, malgré le ralentissement économique et la grave crise qui frappe son secteur immobilier, la Chine reste un vaste marché, pour les biens de consommation comme pour les biens de production. Elle représente un cinquième du PIB mondial et dispose de 900 millions de consommateurs, dont une fraction est assez riche pour attirer LVMH, L'Oréal, Danone et bien d'autres.

Une autre contradiction de la guerre économique entre les États-Unis et la Chine est dans la nature même d'un système dans lequel, quand les États versent des milliards à leurs capitalistes, ils leur laissent la totale maîtrise de cet argent. Ainsi Ford devrait-il recevoir des millions de dollars de subventions de l'État américain pour construire une usine de batteries dans le Michigan. Cette usine, certes amé-



À gauche, Charles Poon, directeur de l'ingénierie des systèmes électrifiés chez Ford, montre une batterie au lithium fer phosphate (LFP), technologie du groupe chinois CATL, à un autre directeur tenant une batterie actuellement utilisée par Ford dans ses voitures électriques.

ricaine, sera construite en partenariat avec le Chinois CATL. Celui-ci est devenu le spécialiste international des batteries, ses usines produisant le tiers des batteries vendues dans le monde.

Les journalistes qui rapportent cet épisode concluent : « Les USA n'ont pas de politique industrielle. Sans devenir socialistes ou communistes, il faut bien constater que la Chine en a une. » En effet, CATL, comme tant d'autres entreprises chinoises, s'est développée à l'aide de l'État chinois, qui a délibérément fait émerger de grandes entreprises spécialisées dans des domaines stratégiques.

Dans une tribune du journal *Les Échos*, un économiste américain le formulait autrement : « La Chine a une stratégie, les entreprises américaines seulement de la tactique » (*Les Échos* du 5 octobre 2023). Il prenait l'exemple de Huawei, interdit aux États-Unis en 2019 et privé des semi-conducteurs américains, japonais ou taïwanais. Huawei vient pourtant de sortir un nouveau smartphone, le Mate 60 Pro, qui contient des puces chinoises. Elles ne sont pas aussi miniaturisées que celles d'Apple, mais elles restent performantes. Pour défendre Huawei, l'État chinois ne s'est pas contenté de réagir en pre-

nant des sanctions, il a développé un plan plus général pour construire des puces chinoises.

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis se heurtent à l'absence de planification et aux méfaits de la propriété privée. Dans les années 1950 et 1960, les mêmes maux avaient provoqué un sérieux retard dans le programme spatial américain face à l'Union soviétique. Le gouvernement fédéral avait dû créer la NASA pour renverser la vapeur. Le programme spatial avait enrichi des centaines de firmes privées, mais sous l'égide de la NASA, qui avait alors organisé une certaine planification.

La période actuelle n'est plus la même. Le capitalisme n'est pas dans une phase de développement intense. Le caractère parasitaire, avant tout financier, des investissements des capitalistes l'emporte sur les projets d'investissements productifs, et les États à leur service s'adaptent. Cela ne signifie pas qu'ils ont cessé de développer la production. Ils sont capables de construire des usines neuves de batteries ou de voitures électriques, qu'ils appellent désormais des gigafactories, mais ils le font avec prudence et parcimonie. Ils choisissent de limiter la production pour faire monter les prix. Ils cessent des productions pourtant indispensables.

Une autre contradiction d'une politique protectionniste menée dans une économie mondialisée, c'est que le capital est lui-même mondialisé. La répartition du capital dans les multinationales est complexe et les grands groupes sont installés dans de nombreux pays. Ainsi, quelle est la nationalité de Stellantis, fusion du constructeur américain Chrysler, de l'italien Fiat et du français PSA, dont le siège social est aux Pays-Bas? Quand l'État américain subventionne les usines Chrysler, il fait le bonheur des familles Agnelli et Peugeot, comme des actionnaires chinois de Dongfeng, qui possède 3% du capital de Stellantis. Les milliards versés par tel ou tel État ne profitent pas qu'à la bourgeoisie nationale, mais à tous les capitalistes possédant des entreprises dans ce pays.

LA RIVALITÉ ÉTATS-UNIS – EUROPE

Si la guerre commerciale sino-américaine est sous les projecteurs, une rivalité tout aussi féroce existe entre les pays européens et les États-Unis. Contrairement à la fable enseignée aux enfants des écoles, les États-Unis ne sont pas d'abord les alliés indéfectibles de l'Europe, mais une puissance impérialiste concurrente de celles du vieux continent. Si une guerre militaire ne semble pas aujourd'hui à l'ordre du jour, la guerre économique fait déjà rage. Cette guerre-là ne tue pas directement, mais elle supprime des emplois par dizaines de milliers. Elle absorbe des centaines de milliards d'euros, qui manquent aux hôpitaux ou aux écoles.

La guerre en Ukraine, qui est elle-même le produit de la rivalité entre l'impérialisme américain et la Russie des oligarques et des bureaucrates, a été une occasion en or, immédiatement saisie par les États-Unis, pour « mettre l'Europe à la portion congrue », selon l'expression for-

mulée par Trotsky en 1924.

La première victime a été l'Allemagne, triplement frappée : par l'arrêt du gaz Russe ; par la réduction du flux de main-d'œuvre jusque-là disponible en Ukraine et en Europe centrale ; et par les complications du commerce avec la Chine.

Outre les conséquences de la guerre pour son industrie chimique, déjà évoquées, c'est toute la production industrielle allemande qui est en repli, du fait du quadruplement des coûts de l'énergie, auquel s'ajoute l'augmentation rapide des taux d'intérêt, qui renchérit le crédit et réduit la demande de tous les biens. L'Allemagne étant le pays le plus industrialisé d'Europe, elle paie le plus lourd tribut et entrerait en récession au dernier trimestre de cette année.

L'arrêt du gaz russe a été une aubaine pour les pétroliers installés aux États-Unis, qu'ils soient américains ou français... comme Total, qui exploite du gaz de schiste au Texas, en détruisant la santé des dizaines de milliers de riverains. Les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe ont été multipliées par quatre depuis février 2022 et le gaz américain représente désormais le quart du gaz consommé en France. De nouveaux terminaux, comme celui du Havre, ont été construits en urgence.

L'UE FACE À L'IRA AMÉRICAIN

À la guerre en Ukraine est venu s'ajouter le plan IRA de Biden, véritable pompe aspirante pour attirer des capitalistes vers les États-Unis. Le plan IRA a des effets déjà visibles : plusieurs groupes européens, dans la chimie, l'industrie automobile, la fabrication de batteries, ont programmé la délocalisation d'une partie de leurs productions aux États-Unis.

Le chimiste Solvay a annoncé, fin de 2022, des investissements

de plusieurs centaines de millions de dollars dans des usines américaines. Ford a annoncé la suppression de 3800 emplois en Europe pour les rapatrier aux États-Unis. En mars dernier, le groupe Volkswagen a repoussé un projet d'usine de batteries en Europe de l'Est, pour privilégier son installation aux États-Unis où il espère récupérer de 9 à 10 milliards d'euros de subventions. Le gouvernement allemand avait promis 6,8 milliards d'euros à l'américain Intel pour construire une usine de microprocesseurs à l'est de l'Allemagne. Intel réclame désormais une rallonge de 5 milliards, sous prétexte que les coûts de l'énergie ont augmenté. La hausse des coûts de l'énergie, accélérée par la guerre en Ukraine, accélère à son tour les départs vers les États-Unis!

En réaction, l'UE a sorti son carnet de chèques. En mars dernier, elle a annoncé une loi sur l'industrie à zéro émission pour encourager, moyennant des subventions aux capitalistes, la production en Europe de toute une série de technologies liées à l'énergie dite propre. Cette loi vise, un peu, la concurrence chinoise dans la production de panneaux solaires ou de voitures électriques et, beaucoup, la concurrence américaine dans tous les domaines.

L'UE étant une arène de combat au sein de laquelle chaque pays membre défend les intérêts de ses propres capitalistes, l'établissement de la liste des technologies classées vertes va prendre des mois, retardant d'autant la mise en œuvre concrète des aides. Face à l'urgence et devant l'immense pression représentée par l'IRA, l'UE a autorisé les États membres à subventionner leurs industriels. Finie la « concurrence libre et non faussée », le dogme incontournable des dirigeants européens depuis des décennies, et vive la loi du plus fort!

Car le montant des chèques

sera proportionnel à la puissance des pays. Ainsi le gouvernement allemand a-t-il déjà lancé un plan de 200 milliards d'euros pour réduire la facture énergétique de ses industriels, provoquant l'agacement des autres pays de l'UE. En France, Macron répète qu'il faut « réindustrialiser la France » et Bruno Le Maire a annoncé un plan « pour l'industrie verte ». Batteries électriques, médicaments, intelligence artificielle, puces électroniques, aéronautique, tous les secteurs y passent. La même semaine Macron a promis 1,5 milliard d'euros au fabricant de batteries taïwanais Prologium pour qu'il s'installe dans le Nord et 2,9 milliards au groupe franco-italien STMicroelectronics pour une de ses deux usines de l'agglomération de Grenoble qui produit des semi-conducteurs.

Les relocalisations sont le nouveau prétexte pour prendre en charge l'essentiel des investissements des entreprises, leur fournir une main-d'œuvre qualifiée, augmenter la flexibilité du travail, faciliter les licenciements économiques, supprimer leurs impôts.

RECOMPOSITION ÉCONOMIQUE ET SYSTÈME D'ALLIANCES POLITIQUES

Un rapport de l'OMC du 12 septembre dernier s'inquiétait d'une fragmentation de l'économie mondiale. Ce rapport notait « *les premiers signes d'une recomposition du commerce sur la base d'affinités géopolitiques, avec des relocalisations qui se font de plus en plus dans des pays amis* ». Autrement dit, pour l'OMC, la mondialisation devient de plus en plus cloisonnée.

Sur le fond, l'OMC enfonce des portes ouvertes. Les capitalistes réagissent à l'instauration de droits de douane, de quotas d'importation, de clauses de

Seaborne imports of Russian oil

Urals and ESPO crude, millions of barrels-per-day



Source: Kpler

BBC

Importations maritimes indiennes et chinoises de pétrole russe, en millions de barils par jour. Les importations indiennes se sont envolées depuis avril 2022.

défense nationale, d'embargos ou de subventions directes aux capitalistes. Pour contourner ces mesures protectionnistes et minimiser les coûts, ils réorganisent leur processus de production. Quand ils décident d'ouvrir une nouvelle usine, ils anticipent les obstacles à venir. Toutes choses étant égales par ailleurs, Apple choisira d'installer une nouvelle usine au Vietnam, pays avec une main-d'œuvre moins chère, membre de plusieurs associations de libre-échange avec lesquelles les États-Unis ont de multiples relations, plutôt qu'en Chine, soumise aux taxes américaines et où les salaires ont augmenté.

Les tensions politiques et l'état de guerre dans de vastes régions perturbent le commerce international. Elles représentent une catastrophe pour certains pays et une aubaine pour d'autres. Ainsi, la guerre en Ukraine a interrompu les « routes de la soie », c'est-à-dire les lignes de chemin de fer qui reliaient la Chine à l'Europe de l'Ouest en traversant la Russie. Mais l'Iran, ostracisé par les États-Unis, vend du pétrole à la Chine, en guerre commerciale avec les mêmes États-Unis et sert d'intermédiaire aux capitalistes qui poursuivent le commerce avec

la Russie malgré l'embargo.

Le cas de l'Inde montre que le commerce mondial est loin d'être polarisé en deux blocs hostiles. Les sanctions imposées à la Russie ont permis à l'Inde, dont le premier partenaire commercial reste les États-Unis, de tirer son épingle du jeu. Elle achète à bas prix du pétrole russe, dont la part dans le total de ses importations est passée de 1% à 40% en 18 mois, au point qu'elle en réexporte vers l'Europe. Dans le même temps, le fabricant américain de semi-conducteurs Micron s'est engagé à construire une usine en Inde. Cet exemple montre que l'évolution des relations commerciales est complexe et que les tendances repérées par l'OMC ne sont ni définitives ni stabilisées.

L'URGENCE D'UNE PLANIFICATION, SON IMPOSSIBILITÉ SOUS LE CAPITALISME

À l'échelle du monde, une réorganisation de l'implantation de l'industrie est en cours. Cette réorganisation n'a rien à voir avec la démondialisation. Elle est une adaptation aux changements des rapports de force

entre capitalistes et entre puissances en rivalité pour se partager les marchés et les sources de matières premières. Elle accompagne les bruits de bottes et la mise en place, progressive, d'alliances militaires constituant des blocs.

Cette réorganisation se fait avec l'intervention massive des États, en concurrence les uns avec les autres, chacun défendant les intérêts de ses champions nationaux, et jamais l'intérêt collectif de la société. Elle se fait sans la moindre planification générale, sans le moindre recensement des capacités, des ressources et des besoins. Elle se fait au gré des calculs et des décisions de chaque multinationale, mue par la hausse du prix de l'énergie ici, l'apparition d'une nouvelle taxe, là; alléchée par les mesures de tel ou tel État; prête à abandonner certaines productions indispensables à la société mais jugées trop peu rentables par les actionnaires.

Même la révolution technologique qui sert de fil conducteur à la transition énergétique, la généralisation de la voiture électrique, n'est absolument pas planifiée. Les capitalistes ne maîtrisent rien : ni la fabrication

et la durabilité des batteries, ni l'extraction des métaux rares, ni la production de l'électricité, ni l'installation des bornes de recharge, etc.; encore moins la solvabilité des consommateurs pour des véhicules deux fois plus chers. Mais aucun ne veut rater le train de l'électricité. La bourgeoisie fonce tête baissée vers ce qui va rapporter, ou dont elle pense que cela va rapporter.

Il faut le cynisme sans borne des politiciens bourgeois pour appeler démondialisation ou transition énergétique ces transferts d'un continent à l'autre. Alors que le réchauffement climatique fait des ravages, ces transferts augmentent encore les déplacements et la pollution. Ils signifient, d'un côté, des sites pollués laissés à l'abandon, de l'autre, de nouvelles zones industrielles prises sur des terres agricoles ou des mangroves.

Chacun de ces transferts s'accompagne de suppressions d'emplois, de fermetures d'usines. Les centaines de milliards versés aux industriels s'ajoutent aux 2 200 milliards de dollars versés l'an dernier aux marchands d'armes dans le monde. Ces sommes folles ne sont pas destinées à éradiquer la malnu-

trition, installer l'eau courante et l'électricité dans tous les logements du monde, à construire des dispensaires ou à faire fonctionner des hôpitaux modernes, à développer des moyens pour lutter contre la sécheresse et le réchauffement climatique. Elles sont destinées à planifier les prochaines guerres, à organiser des destructions de masse et à accroître les profits d'une poignée de grands bourgeois.

Plus que jamais, l'humanité dispose des moyens pour satisfaire tous ses besoins, de façon rationnelle et responsable, sans détruire les hommes ni la nature. Plus que jamais, la classe capitaliste qui dirige la société montre son irresponsabilité criminelle. Pour lui arracher le pouvoir, la classe des travailleurs, celle qui produit tout et fait tout fonctionner, n'a jamais été si nombreuse, si unifiée à l'échelle internationale par la structure même des chaînes de valeur.

Cela fonde notre optimisme. Mais, pour cela, il faut œuvrer à ce qu'elle prenne conscience de sa force collective immense et de son rôle révolutionnaire.

22 octobre 2023.



Créole et politique en Martinique et en Guadeloupe

Le 25 mai 2023, la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) votait à l'unanimité moins une voix une délibération dont l'article 1 stipulait : «La Collectivité territoriale de Martinique reconnaît la langue créole comme langue officielle, au même titre que le français.»



La Collectivité territoriale de la Martinique en session à Fort-de-France.

La CTM est l'assemblée des élus locaux qui gère en partie les affaires de la Martinique sous la tutelle de l'État français. Dans les Caraïbes, ce dernier exerce son pouvoir depuis plus de trois siècles sur la Martinique et l'archipel de Guadeloupe. Il a gouverné sous diverses formes : en tant qu'État esclavagiste jusqu'en 1848, puis officiellement colonialiste jusqu'en 1946. Cette année-là, la Martinique et la Guadeloupe devinrent légalement départements français, ainsi que La Réunion et la Guyane. En 2015, la Guyane et la Martinique ont opté, après référendum, pour le statut de collectivité territoriale dans le cadre du droit commun français. Les statuts de ces territoires français d'outre-mer devraient en-

core changer prochainement, dans le cadre d'une décentralisation plus poussée par rapport à la métropole française.

Quoi qu'il en soit, les séquelles du colonialisme demeurent jusqu'à aujourd'hui. Après des décennies de luttes des travailleurs et de la population de Martinique et de Guadeloupe, ces séquelles s'érodent certes mais ne disparaissent pas.

Le 25 juillet 2023, le préfet Jean-Christophe Bouvier, représentant de l'État français en Martinique, écrivit au président de la CTM, Serge Letchimy, pour lui demander de suspendre la délibération citée ci-dessus, en invoquant l'article 2 de la Constitution française qui stipule que «*la langue de la République est*

le français». Letchimy lui a répondu dans une longue lettre en créole avec une traduction en français. Il y expliquait les raisons de son refus de suspendre la délibération sur le créole du 25 mai dernier.

Peu de temps après, ce préfet saisit le tribunal administratif. Ce dernier rendit sa décision le 4 octobre dernier et, contre toute attente, refusa la suspension de la délibération sur le créole. Petite victoire juridique donc pour Serge Letchimy et la CTM.

Mais, bien évidemment, ce problème n'est pas juridique mais politique et historique.

LE CRÉOLE DANS L'HISTOIRE

Le créole des Antilles s'est forgé durant les siècles d'esclavage, en Guadeloupe, Martinique et Haïti, comme c'est le cas des créoles de Guyane et de La Réunion, de l'île Maurice et des Seychelles. Dans certaines îles anglophones des Caraïbes ayant connu la colonisation française autrefois, comme la Dominique et Sainte-Lucie, le créole est parlé par bon nombre de personnes. Des reliquats de créole existent aussi à Trinité-et-Tobago et en Louisiane.

Le créole est d'abord un langage créé par les esclaves africains. Car ces derniers, arrachés de divers pays et ethnies du continent noir, parlaient des langues différentes et il y avait nécessité pour eux de se comprendre. Ils devaient aussi comprendre la langue des maîtres et se faire comprendre d'eux. C'est donc à 98 % à partir du français des 17^e et 18^e siècles que se forme le créole. Les esclaves transformèrent phonétiquement le langage des maîtres. Il y eut aussi un apport minoritaire de mots d'origine africaine, anglaise ou espagnole. Les onomatopées, les exclamations sont presque toutes d'origine africaine, ainsi que la musique de la langue. Ensuite, le génie populaire construisit une grammaire créole avec des temps, présent, futur, imparfait, etc., et une syntaxe.

Cependant, tout ce qui provenait des esclaves, tout comme les esclaves eux-mêmes, leurs danses, leur dialecte ou leur musique, a toujours été méprisé par les maîtres et la classe dominante. Les rassemblements d'esclaves qui dansaient, parlaient le créole ou chantaient étaient interdits. Longtemps encore après l'esclavage, ils ont été mal vus ou interdits et dispersés par la police. Des témoignages datant des années 1930 le confirment.

Pour les esclavagistes d'abord et les colonialistes ensuite, ces rassemblements étaient synonymes de complots, de révolte. Et sans doute certaines révoltes d'esclaves, ou du moins un état d'esprit de révolte, sont partis de tels rassemblements. Le plus célèbre d'entre eux aux Antilles françaises fut celui de Bois-Caïman en Haïti, dans la nuit du 14 août 1791. Il fut le point de départ de la révolution et de la guerre victorieuse des esclaves de Saint-Domingue, devenu République d'Haïti en 1804.

Pendant longtemps encore, de l'abolition de l'esclavage



Arrachés à leur pays, les esclaves ont pendant deux siècles forgé une langue nouvelle. (Gravure abolitionniste du 19^e siècle).

jusqu'aux années 1960 et 1970, le créole fut méprisé et sous-estimé par l'administration coloniale. Il était considéré comme la langue des *vié neg*, c'est-à-dire des Noirs de bas étage, vulgaires et ignorants. Dans les années 1960, certains enseignants ont été suspendus de l'Éducation nationale non seulement parce qu'ils étaient militants anticolonialistes, mais aussi parce qu'ils s'adressaient en créole à leurs élèves.

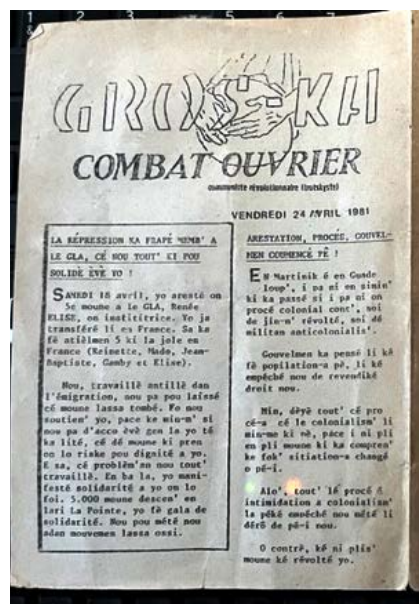
De même, le créole fut méprisé par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie, non seulement blanches mais aussi noires.

À partir des années 1960, apparaissent les revendications nationalistes d'organisations prônant l'autonomie et l'indépendance et revendiquant le créole comme langue nationale antillaise. Une organisation trotskyste-communiste révolutionnaire, la Ligue antillaise des travailleurs communistes, ancêtre de notre actuelle organisation Combat ouvrier, fut la première organisation à rédiger entièrement en créole certaines de ses publications, tel un petit bulletin diffusé parmi les travailleurs de l'émigration antillaise en France. Il parut pendant près de vingt-deux ans, de 1965 à 1987. Il était intitulé *Gros ka*. Nous faisons ainsi coup double, car nous réhabilitons dans le même temps le terme *Gros ka*, peu connu alors, qui désigne le

tambour sur lequel la musique traditionnelle apparue sous l'esclavage se joue et se danse.

À partir des années 1960, des réunions publiques, des meetings furent organisés entièrement en créole. Dans les procès, certains militants utilisèrent le créole face aux juges, ce qui obligea ces derniers, Blancs venant de l'Hexagone pour la plupart, à faire venir un traducteur agréé par les tribunaux.

Dans le même temps, des chercheurs en linguistique ont commencé à étudier et codifier les créoles de différents pays. De dialecte ou de patois, le créole devint officiellement une



Gros-Ka, bulletin en créole édité et diffusé parmi les travailleurs antillais dans la région parisienne et à Lyon de 1965 à 1987.

langue reconnue par l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture). Il est la langue principale utilisée en Haïti, et devenue officielle en 1987. Dans les médias de Martinique et de Guadeloupe, même si le français est utilisé à 98 %, le créole est aujourd'hui admis, ce qui était inconcevable voire puni il y a une cinquantaine d'années. La population est totalement décomplexée face au créole. Personne n'a plus honte de parler créole. Il est même parlé avec fierté. C'est le résultat de la lutte des organisations anticolonialistes, nationalistes et aussi communistes révolutionnaires.



Une plantation durant l'esclavage d'où est né le créole.

Ici, la préparation du manioc.

Source : J-B. du Tertre, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*, 1667.

CRÉOLE ET CLASSES SOCIALES

Le créole étant la langue des esclaves noirs, il s'est tout naturellement transmis après l'abolition de 1848 à leurs descendants directs, les ouvriers agricoles, les paysans pauvres et les travailleurs. Géographiquement, le créole provient des plantations, des campagnes. C'est la langue des pauvres et des exploités du système esclavagiste, de l'économie de plantation.

Après la Deuxième Guerre mondiale s'est constituée, dans les villes, une petite bourgeoisie noire : enseignants, médecins, avocats noirs. Dans cette classe, parler créole était plutôt mal vu autrefois. Les parents et les maîtres d'école interdisaient à leurs enfants de parler le créole et les punissaient pour ce fait. S'adresser en créole aux parents ou à l'instituteur est vu, encore aujourd'hui, comme un manque de respect. Pour réussir dans la vie, disaient les premiers Noirs de la petite bourgeoisie, il fallait savoir parler français, donc ne pas parler créole. Parler le français était une preuve d'ascension sociale réussie.

Dans les classes pauvres, existait aussi cette répression du



La plantation de banane Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau, en Guadeloupe : ces travailleurs sont créolophones. Ici, en août 2017, pendant une grève pour des arriérés de salaires.

créole. Maintenant, dans leur grande majorité, les travailleurs et leurs enfants parlent le créole entre eux tout naturellement, certains étant, encore aujourd'hui, entièrement créolophones.

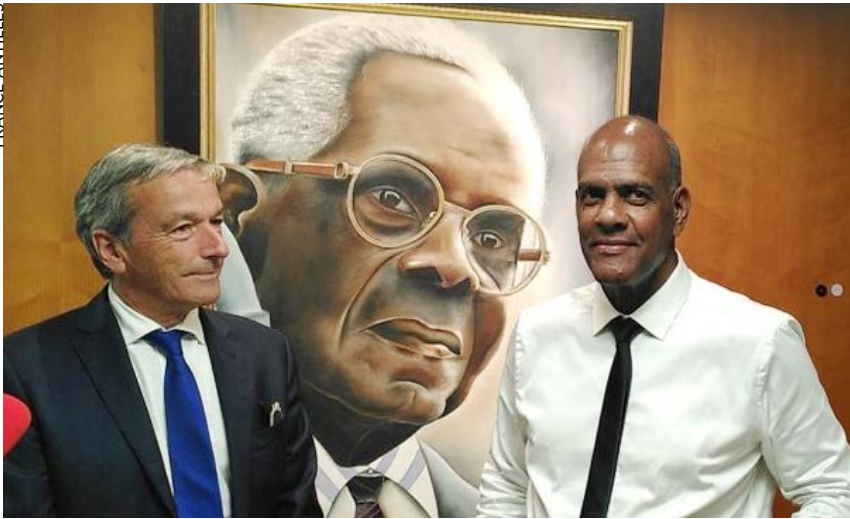
CRÉOLE ET NATIONALISME

Les organisations nationalistes utilisent le créole comme une arme politique, comme élément d'unification du peuple martiniquais ou guadeloupéen, toutes classes confondues. Ils en font une des preuves de l'exis-

tence d'une nation guadeloupéenne et martiniquaise.

Certains groupes nationalistes exercent de fortes pressions sur leurs militants pour qu'ils écrivent et parlent uniquement le créole. À tel point qu'il est permis de se demander si, en cas d'indépendance, ils rejetteraient le français. Ce qui serait une stupidité.

Pratiquer deux langues vaut mieux que n'en pratiquer qu'une seule. Le peuple de Porto Rico, île voisine, est entièrement bilingue : anglais et espagnol. Et il ne s'en porte pas plus mal. Bien au contraire.



Serge Letchimy (à droite) et le ministre des Outre-mer, Philippe Vigier, à la CTM, le 11 octobre, devant un portrait d'Aimé Césaire.

Les nationalistes veulent unifier la population sous le créole et la bannière « Martinique » ou « Guadeloupe », mais il existe deux Martinique et deux Guadeloupe : celles des riches, des possédants, des capitalistes, et celles des pauvres, des travailleurs, des ouvriers agricoles. Certes, ils savent tous parler le créole mais ont des intérêts diamétralement opposés. Les premiers exploitent les seconds, même en créole. Les premiers veulent perpétuer leur domination sur les seconds, même en créole. Les premiers sont liés au capitalisme et à l'impérialisme mondial. Les seconds ne possèdent rien que leur force de travail.

Certes, Serge Letchimy, dirigeant noir local, en refusant de céder à l'injonction du préfet Jean-Christophe Bouvier, représentant blanc de l'État français, de supprimer la délibération faisant du créole la langue officielle, a satisfait une bonne partie de la population. Entrait aussi en jeu le fait qu'en Martinique et en Guadeloupe existe encore un fort sentiment d'oppression raciale. La décision du tribunal administratif qui déboutait le préfet a été vue dans la population comme une petite revanche sur l'histoire, l'oppression coloniale et ses séquelles.

Cependant, entre un travailleur noir et un médecin, un avocat ou chef d'entreprise noir, le

premier est plus opprimé, plus colonisé que les seconds.

Tous ne sont pas égaux face aux classes aisées et à la bourgeoisie.

LE CRÉOLE, LANGUE DES TRAVAILLEURS

Letchimy est lié à un parti de gouvernement, le Parti socialiste. Ce dernier est un soutien de gauche de la bourgeoisie française. Comme Aimé Césaire, Letchimy mêle cette orientation politique à une dose de nationalisme modéré. Il veut faire croire à la population et aux travailleurs qu'en se propulsant premier défenseur de la langue créole il est aussi leur premier défenseur. Rien de plus trompeur. Dans sa réponse au préfet, Serge Letchimy déclare notamment : « *À tout jamais pour moi et pour nous, la langue créole, cet impensé pour certains, nous dessine, nous définit, nous attache à un lieu et à un moment petitement ou largement circonscrit.* » Qui sont les « nous » ? Ce sont tous les Martiniquais, travailleurs comme bourgeois, que Letchimy ramène à sa propre personne.

Les Martiniquais et Guadeloupéens pauvres, exploités, membres de la classe ouvrière, parlent le créole tout le temps, eux, du matin au soir. Ce sont eux qui font évoluer cette langue vi-

vante, qui l'enrichissent en forgeant des expressions nouvelles qui deviennent ensuite des expressions génériques. Ce créole, provenant du génie populaire et du tréfonds des champs et des lieux d'exploitation féroce ou des quartiers pauvres, est souvent lié à ce que vivent les travailleurs au quotidien dans leur labeur, leurs peines et leurs joies. Les paroles du Gro Ka ou du Bélé, danses traditionnelles locales, en sont issues.

Dans les milieux sociaux aisés et chez les notables, le créole n'est pas naturel mais emprunté. Les politiciens, dont Letchimy, parlent le créole de temps en temps pour « faire peuple », mais la plupart du temps ils parlent français. Il y a chez eux, dans l'emprunt du créole, une dose plus ou moins grande de démagogie.

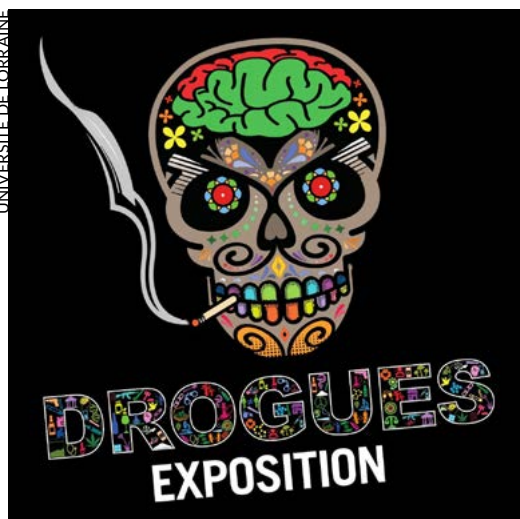
Dans l'usage qui est fait du créole existe la différenciation entre les classes sociales.

En Martinique et en Guadeloupe, les travailleurs et les classes populaires sont les seuls à parler le créole naturellement, spontanément.

Certes, si demain l'État français modifiait la Constitution pour déclarer la langue créole langue officielle en Guadeloupe et en Martinique, ce serait un point de marqué contre le mépris colonialiste historique. Mais, sous le régime de l'exploitation capitaliste, le sort des travailleurs resterait inchangé. Être exploité officiellement en créole ou en français ne changerait rien de fondamental pour les travailleurs.

Les préoccupations politiques de Serge Letchimy et des notables ne vont pas dans le sens des intérêts des travailleurs et des pauvres, mais dans le sens opposé : c'est-à-dire perpétuer d'une façon ou d'une autre l'ordre bourgeois, l'ordre capitaliste de domination sur les travailleurs et la classe laborieuse.

20 octobre 2023



Les drogues, fléaux et produits de la société capitaliste

Le développement de l'addiction aux drogues constitue un fléau qui marque de plus en plus l'actualité. Plusieurs quartiers populaires de Marseille ont été marqués par des assassinats liés au trafic de stupéfiants : 42 morts depuis le début de l'année. Des quartiers de villes du Sud-Est, devenues des succursales de Marseille, sont également touchés : notamment à Arles, Aix-en-Provence, Toulon, Martigues. À Nîmes, une médiathèque a été fermée parce qu'elle était devenue une plaque tournante du trafic. Ce ne sont que quelques exemples médiatisés, sur 4 000 points de deal comptés en France, auxquels s'ajoutent les Uber-shit et autres livraisons à domicile.

D'après l'ODFT (Observatoire français des drogues et des tendances addictives), en 2022, les consommateurs occasionnels ou réguliers de drogue sont entre 2 100 000 et 600 000 pour la cocaïne, 1 900 000 et 400 000 pour l'ecstasy et 500 000 pour l'héroïne. Quant au cannabis, il touche 5 millions de consommateurs, dont 1 300 000 réguliers et 900 000 quotidiens.

Face à un tel problème sanitaire, quelle est la politique du gouvernement français ? La répression. Car, dans le domaine du tout sécuritaire et de la chasse aux petits délinquants, la concurrence est rude entre la droite et l'extrême droite. Pour ne pas être en reste, Gérald Darmanin menace les consommateurs de sanctions : « *Quand on fume son cannabis ou qu'on prend son rail de coke, on est un peu responsable des règlements de comptes* » (BFM, 5 avril 2023).

En 2022, Emmanuel Macron, candidat à l'élection présidentielle, prône une dépenalisation de la détention en petite quantité du cannabis, afin de désengorger les tribunaux via une amende. Si les incarcérations pour simple consommation sont

devenues l'exception, la course aux amendes représente une activité importante de la police. Ce type d'infractions vite réglées améliore le taux d'élucidation, sur lesquelles il peut atteindre 100 %. Cela constitue aussi autant de sources de tension, notamment dans les quartiers populaires. Ainsi, en 2021 il y a eu 106 000 AFD (amendes forfaitaires délictuelles), dont plus de 97 % concernaient le cannabis.

Le collectif Police contre la prohibition explique : « *La répression des usagers n'est pas dissuasive [...]. Policiers et gendarmes y consacrent un temps considérable sans aucun résultat global probant. Le coût des procédures pour ce délit en termes d'argent public est exorbitant.* »

En effet, il est de 1,72 milliard d'euros, alors que le budget de prévention et de soins consacré aux victimes d'addictions est de 917 millions d'euros.

L'exemple du crack à Paris résume l'échec total de la politique de l'État : déplacés par la police d'un quartier à un autre, les drogués errent dans l'espace public et augmentent le sentiment d'insécurité des riverains. Alors que les spécialistes de santé et

de prévention demandent la création de salles de consommation et d'espaces de repos pour les addicts au crack, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, à Lille en juin 2021, critique ces « *salles où on se drogue* » et ajoute : « *La drogue ne doit pas être accompagnée mais combattue.* »

La répression est d'autant plus mal vécue que les deux drogues les plus consommées, le tabac et l'alcool, sont légales alors qu'elles provoquent respectivement, pour 2019, 73 189 et 41 080 décès, contre 1 230 pour les drogues illicites. Le coût social du cannabis est d'un milliard d'euros, dont 56 % pour la police et la justice.

Cette politique aboutit à une aberration : la France, pays le plus répressif d'Europe, est le premier consommateur de cannabis.

C'est en s'appuyant sur ce constat que, le 23 janvier dernier, le CESE (Conseil économique, social et environnemental) s'est déclaré favorable à une légalisation encadrée du cannabis récréatif en France. C'est ce que revendiquent depuis des années, entre autres, l'ANPAA

(Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie), Addictions France, et le collectif regroupé autour de la revue médicale SWAPS.

C'est la même démarche qui a conduit un certain nombre de pays à rompre avec la politique encore menée en France.

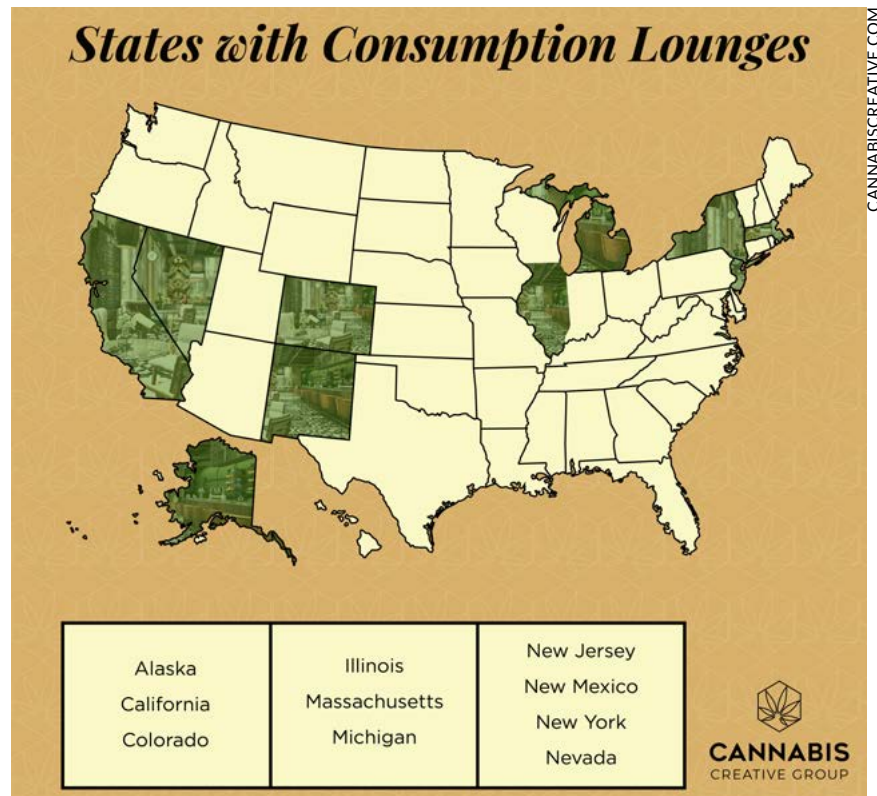
DÉPÉNALISATIONS ET LÉGALISATIONS DU CANNABIS EN MARCHÉ

Le gouvernement allemand vient de présenter un projet pour légaliser l'usage récréatif du cannabis dès 2024. Les consommateurs majeurs pourraient en posséder jusqu'à 25 grammes et en cultiver trois plants. Comme la loi sera rétroactive, ceux qui auront eu une condamnation pourront la faire retirer du casier judiciaire.

Ce changement de politique de la part du pays le plus peuplé d'Europe est un événement, mais il fait suite à une évolution plus générale. Plusieurs pays d'Europe ont déjà pris l'initiative de dépénaliser la consommation de cannabis, c'est-à-dire de renoncer à en punir l'usage sans en autoriser la vente, ou de la légaliser, en lui donnant un cadre légal à l'instar du tabac en France.

Le Portugal a dépénalisé, il y a vingt ans, la petite consommation privée de toutes les drogues sous certaines conditions, la vente étant toujours réprimée. Cet arrêt de la répression pour quelques grammes dans la sphère privée est entré de plus en plus dans les faits en Europe : en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en République tchèque.

En Amérique du Sud, après les avoir dépénalisées en 1974, l'Uruguay autorise depuis 2013 la consommation, la culture et la vente du cannabis en quantités limitées. En 2018, le Canada a légalisé l'usage récréatif pour les adultes, l'usage médical



Aux États-Unis, les cafés dédiés à la consommation de cannabis se multiplient au fur et à mesure que les États l'autorisent.

l'étant déjà depuis 2001.

Mais c'est le processus engagé aux États-Unis qui a eu le plus d'impact à l'échelle mondiale. Alors que ce sont les USA qui sont à l'origine de la prohibition du cannabis en 1937, 41 de ses 50 États en ont déjà légalisé l'usage médical, et 19 l'usage récréatif pour les adultes.

S'appuyant sur l'exemple des États-Unis et du Canada, des partisans de la légalisation en France ont cherché à convaincre le gouvernement qu'il pourrait y trouver un avantage financier et fiscal.

Car le cannabis alimente un vaste business, qui représente 54 % du marché mondial des drogues illicites, estimé à 162 milliards de dollars par an, géré aujourd'hui par les cartels de la drogue. Récupérer une partie de cet énorme pactole aiguise les appétits. Fin juin 2023, s'est tenue à Berlin une conférence sur le commerce du cannabis. Elle regroupait 5 000 personnes venues de 80 pays. Les ventes mondiales légales de cannabis estimées pour 2023 sont de

37 milliards de dollars, réalisées principalement aux États-Unis (81 %) et au Canada (12 %).

Les cigarettiers cherchent à se diversifier et à compenser les pertes dues à la baisse de vente du tabac. Mais ce sont les alcooliers qui avaient ouvert la voie. Le patron du groupe américain de spiritueux Constellation Brands, connu pour la bière Corona, avait déboursé près de 4 milliards de dollars en 2018 pour entrer à concurrence de 38 % dans le capital de Canopy Growth. L'entreprise britannique DIAGEO (Bailey's, Johnnie Walker, Smirnoff, Guinness) vise le marché des boissons faites à partir de cannabis. Heineken vend sa bière infusée au cannabis aux États-Unis.

Quant à Pernod Ricard, il scrute de près ce marché. Car, comme les cigarettiers, les alcooliers avancent leurs pions pour être dans la meilleure position possible lors de l'ouverture du marché du cannabis, ouverture qu'ils considèrent comme inévitable.

Cette implication des États

et de grands groupes capitalistes dans la vente de drogue n'a rien de nouveau. Outre l'alcool et le tabac, cela a marqué au contraire une période importante du développement du capitalisme.

LES CAPITALISTES, PIONNIERS DU TRAFIC DE DROGUE

Le développement du capitalisme, l'accumulation des profits et du capital au 19^e siècle par les puissances occidentales se sont faits par la colonisation et l'ouverture des marchés à coups de canon. C'est par ces voies que les États capitalistes ont répandu les drogues, sources de profits.

L'opium est extrait du pavot. Ce produit hautement psychotrope a des effets sédatifs connus depuis l'antiquité comme antidouleur. C'est délibérément que la Compagnie britannique des Indes orientales a développé le commerce de l'opium et a mené deux guerres pour l'imposer en Chine. Cet immense pays refusait d'ouvrir son marché aux puissances occidentales. Dans la mesure où une petite élite chinoise consommait cet opium interdit dans le pays, les Britanniques, qui le produisaient en Inde, ont d'abord introduit en Chine l'opium en contrebande, via les triades, une mafia chinoise.

Ce trafic servit de cheval de Troie pour ouvrir tout le marché chinois. La réaction de l'empereur, qui fit détruire l'opium, fournit à l'État britannique un prétexte pour entrer en guerre contre la Chine, au nom de la liberté du commerce. Ce sera la première des deux guerres de l'Opium. L'empereur fut contraint de légaliser l'opium et d'ouvrir son pays au commerce. C'est sur l'opium que la banque HSBC (Hong Kong & Shanghai Banking) a constitué son capital et ses profits.

Dans *L'accumulation du capi-*

tal, publié en 1913, Rosa Luxemburg écrivait :

« L'ère de l'ouverture de la Chine à la civilisation européenne, c'est-à-dire à l'échange de marchandises avec le capital européen, fut inaugurée par la guerre de l'Opium, par laquelle la Chine fut contrainte d'acheter ce poison des plantations indiennes pour aider les capitalistes anglais à le monnayer [...]. Au début du 19^e siècle, le prix de l'opium avait tellement baissé qu'il devint bientôt un "objet de consommation du peuple". En 1821 encore, 4628 caisses d'opium étaient importées en Chine pour un prix moyen de 1325 dollars, puis le prix tomba de 50 %, et en 1825 l'importation chinoise s'éleva à 9621 caisses, en 1830 à 26670 caisses ».

Pendant 130 ans, l'opium fut vendu en Chine, y créant une dépendance massive. En 1906, il y avait 13 millions d'opiomanes en Chine. Des millions de Chinois poussés par la pauvreté migreront vers les grands ports de Londres, Amsterdam ou San Francisco, apportant avec eux l'usage de l'opium. Par un effet boomerang, les États impérialistes ont récolté en retour, par cette diaspora, une diffusion de masse de la drogue dans les citadelles capitalistes.

En 1882, la France coloniale est présente en Indochine. Pour équilibrer son budget, à partir de 1882, l'État français achète de l'opium brut dans une manufacture au cœur de Saïgon. La Régie de l'opium est créée. Cela va être copié par l'Espagne, la Hollande. L'industrie de l'opium va tourner à plein.

Au début du 20^e siècle, l'usage de masse de la drogue, cumulé à celui de l'alcool, a poussé des États, dont les États-Unis, à instaurer la prohibition. Cependant, les États capitalistes ne se sont pas privés d'avoir recours à la drogue et aux réseaux de trafiquants quand cela servait leurs intérêts.

Pour débarquer en Sicile en 1943, les troupes américaines se sont servies des relations établies par leur gouvernement avec le boss de la mafia italo-américaine, le caïd de la drogue Lucky Luciano. La Sicile fut pratiquement livrée à la mafia qui, avec ses trafics en tout genre et la spéculation, créa une quasi-famine. Des militants communistes, des syndicalistes, de simples paysans qui avaient cherché à s'y opposer furent massacrés.

La CIA est également intervenue pour développer la production d'opium dans les bandes



En 1904, la Manufacture d'opium à Saïgon, gérée par l'administration française jusqu'à son départ en 1955.

montagneuses d'Asie connues sous le nom de Croissant d'or (Iran, Afghanistan et Pakistan) et de Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande et Laos). Ces zones étaient d'une importance stratégique pour les États-Unis car elles pouvaient servir de tampon contre l'expansion de la Chine et de l'URSS.

Depuis les différentes prohibitions, les drogues n'ont bien entendu pas disparu, mais elles sont passées dans d'autres mains, celles des mafias. Mais, sans le soutien des appareils d'État capitalistes, le trafic de drogue n'aurait jamais pris une telle ampleur. De Wall Street à la jungle colombienne, de Shanghai à Kaboul, cartels, mafias, banques, laboratoires pharmaceutiques, partis politiques sont nourris de ce trafic.

UNE SOCIÉTÉ DÉLABRÉE NE PEUT SE DÉBARRASSER DE SES MAUX

Si les politiques de dépénalisation et a fortiori de légalisation du cannabis ont eu un certain effet, elles ont vite montré leurs limites. Le Portugal est le pays cité en modèle de la dépénalisation. Celle-ci a fait augmenter le nombre d'utilisateurs du cannabis mais, avec 11,7% des 15-34 ans, il reste bien inférieur aux 23,3% en Europe, et le nombre des utilisateurs de drogues plus nocives n'a pas augmenté. Quant aux interpellations, elles ont considérablement baissé.

Mais le fléau des drogues persiste. Si le Portugal a mené une politique volontariste, faisant de la prévention et des soins un enjeu public (les usagers en infraction sont dirigés vers des soins), le nombre de personnes accueillies en traitement n'a cessé de baisser entre 2009 et 2018. Car la crise financière de 2008 a provoqué une réduction du budget de la santé et de la protection sociale, réduction qui se poursuit.

Pour les États qui ont légalisé, les taxes rapportées par le cannabis sont convoitées par les finances publiques endettées, au lieu de bénéficier à la santé.

Au Canada, qui a légalisé plus récemment, les associations craignent que, comme pour l'alcool, les intérêts commerciaux passent devant les questions sanitaires et sociales.

À en juger par les premières années suivant la légalisation dans l'État du Colorado, aux États-Unis, celle-ci a surtout amélioré les profits des capitalistes du cannabis. Sept millions de dollars ont été dépensés par les lobbies pour influencer le projet de loi. Mais les intérêts qu'ils représentaient se limitent à la mise en place d'une réglementation qui permette de vendre avec profit, quitte à ce que la santé publique en pâtisse. Effectivement, entre 2014 et 2019, le taux des hospitalisations liées au cannabis est passé de 1418 à 3515 pour 100 000 habitants.

En Californie, cinq ans après la légalisation, le marché noir se porte lui aussi comme une fleur et concurrence l'industrie légale, désavantagée par les taxes. Le chiffre d'affaires annuel de l'économie souterraine est de 8 milliards de dollars, contre 5,3 milliards pour le cannabis légal, chiffre qui place tout de même la Californie en tête du commerce réglementé.

Les décisions concernant les casiers judiciaires étaient très attendues dans les États qui ont légalisé. À San Francisco, 8100 condamnations liées au cannabis ont été annulées en février 2019. Cette mesure a été vue par beaucoup comme une réparation faite aux Noirs, interpellés quatre fois plus souvent que les Blancs pour détention de cannabis.

Dans l'Illinois, 11 000 mesures d'amnistie ont été prononcées en décembre 2019. En octobre 2022, Joe Biden a décidé d'annuler toutes les condamnations fédérales pour simple dé-

tention de cannabis. Cependant, la répression risque de continuer pour les plus pauvres, qui continueront de s'approvisionner au marché noir pour ne pas payer les 10 à 15% de taxes sur les produits réglementés. Selon l'ACLU (Union américaine des libertés civiles), contrairement à l'objectif revendiqué par ses partisans, la légalisation du cannabis dans l'État de Washington n'a pas réduit les disparités raciales dans les interpellations, et les a même accrues en 2020.

Aujourd'hui, certains pays limitent la consommation du cannabis à des sphères collectives comme les coffee-shops. Mais la loi du profit s'exercera. La vente du tabac en France, contrôlée par l'État, n'empêche pas les surprofits des cigarettiers.

Dans une société où les appareils d'État soutiennent avant tout les intérêts de leur bourgeoisie, il ne peut en être autrement.

La vente libre du cannabis dit récréatif va sans doute augmenter et être banalisée. Mais cela ne changera pas le fait que c'est une drogue. Le choix du terme « récréatif » dissimule d'ailleurs la réalité. Car, comme dans le cas de l'alcool par exemple, une consommation passagère ne doit pas cacher la véritable addiction, qui provoque des risques sur la vigilance, la conduite automobile, la capacité de concentration et devient particulièrement dramatique par ses conséquences cérébrales, sur les plus jeunes en particulier.

Le problème sanitaire posé par l'addiction aux drogues et la souffrance humaine qu'elles provoquent ne peut se régler qu'avec une mobilisation de moyens humains, de médecins, d'infirmières, de psychologues et une mobilisation consciente de la population elle-même.

Ce n'est pas la priorité des États capitalistes comme la France. On ne peut avoir un budget militaire de 413 milliards



Opération de police dans une résidence de Toulon (19 septembre 2023).

pour préparer des guerres, verser des milliards à la grande bourgeoisie et se préoccuper de l'état sanitaire de la population.

Les moyens pour la prévention et les soins liés aux drogues illicites sont aussi restreints que ceux liés à l'alcool et au tabac. Les taxes sur l'alcool rapportent 3 milliards d'euros par an, alors que le coût des soins nécessités par l'alcool s'élève à 7,7 milliards ! Le budget pour lutter contre le tabac est de 140 millions, alors que les taxes sur les cigarettes rapportent 14 milliards d'euros !

Ces chiffres, très symboliques, concernent toutes les addictions. Le strict nécessaire manque pour détecter les comportements addictifs, suivre et soigner les malades, pour éduquer, prévenir les plus jeunes à l'école. Les associations qui luttent contre toutes les addictions, légales ou pas, mettent en permanence leurs besoins en avant : centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, structures de désintoxication spécialisées, comme il en existe pour l'alcoolisme, salles de consommation à moindre risque, consultations pour jeunes consommateurs. Aujourd'hui, la consommation de cannabis conduit à la prise en charge de 5 000 usagers dans les CSAPA (centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) et de 24 000 jeunes dans les CJC (consultations jeunes consommateurs). Il faut y ajouter tous les besoins en suivi psychiatrique, dans une

période où cette discipline est devenue le parent pauvre de la santé.

Ce sont pourtant des campagnes de prévention et de protection de la population qui ont permis d'interdire de fumer dans tous les lieux publics depuis le 1^{er} février 2007 et ont contribué à faire baisser la consommation de tabac. C'est la prévention qui permet de sensibiliser aux dangers de l'alcool et en a fait baisser la consommation.

Une prévention digne de ce nom supposerait de contrôler l'utilisation des milliards de taxes publiques pour les consacrer à la lutte contre ces fléaux. Une société dans laquelle le bien-être de l'homme serait la priorité aurait à cœur de tout mettre en œuvre pour que diminue le nombre des hommes et des femmes affectés par ces maladies.

PRÉVENIR, C'EST SURTOUT SE PRÉMUNIR DU CAPITALISME

L'addiction est une maladie, mais une maladie dont les déterminants sont sociaux bien avant d'être physiques. L'alcoolisme, la toxicomanie et de plus en plus l'addiction aux substances médicamenteuses se nourrissent de l'angoisse du lendemain, des rythmes de travail et de vie insoutenables, de la mise en concurrence au travail et des pressions répétées qui minent une grande partie de la popula-

tion laborieuse, parmi laquelle de très nombreux jeunes.

Le sentiment d'impuissance et de désespoir devant l'inhumanité de la société pousse à la recherche de paradis artificiels, qui ne sont paradisiaques que le temps d'un plaisir fugitif, suivis de l'enfer du manque.

Ne plus considérer les consommateurs comme des délinquants pourrait faire cesser toutes les formes de répression et de harcèlement qui visent souvent les plus jeunes. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'y être favorables.

La lutte contre les drogues, légales ou pas, contre l'alcoolisme, contre toutes les aliénations a été l'une des préoccupations majeures du mouvement ouvrier. Pas au nom de la morale, mais parce que la lutte contre l'exploitation, pour l'émancipation, nécessite une pleine conscience, alors que les addictions provoquent une perte de contrôle, une altération de la conscience.

La compréhension et la prise de conscience des moyens de renverser la barbarie capitaliste peuvent être des stimulants d'une tout autre efficacité, car ils sont porteurs d'idéaux et d'espoirs collectifs puissants.

Dans sa quête de profits, le capitalisme se nourrit de tout, même du plus nuisible, des engins de mort aux produits toxiques, pourvu que ça rapporte ! C'est bien le signe de son pourrissement. C'est pourquoi la prévention ne peut être que radicale, par un changement profond de la société, qu'il faut remettre sur ses pieds, faire fonctionner d'abord au service de l'humanité.

Pour paraphraser Marx, quand la société est une vallée des larmes, les exploités ont besoin d'opium pour supporter leur vie... sauf s'ils se battent pour la changer.

Le 23 octobre 2023

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...
Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail:
www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les exposés sur le Moyen-Orient:

Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les États arabes comme ennemis

n° 2, 25 novembre 1983

L'impérialisme français au Moyen-Orient

n° 20, 24 octobre 1986

De la guerre des pierres à un État Palestinien

n° 58, 8 octobre 1993

Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite

n° 67, 2 février 1996

Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géolier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique

n° 109, 1^{er} février 2008

Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme

n° 137, 14 novembre 2014

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



**Organisation
des travailleurs
révolutionnaires (Haïti)**
*Les luttes de la classe
ouvrière pour son
indépendance politique*
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Thomas Rose

*Les socialistes en France
1871-1914*

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

*Tome 1 : Les
tentatives d'un parti
de classe
1871-1898*



*Tome 2 :
Du ministérialisme
à l'Union sacrée
1898-1914*



Georg Scheuer
Seuls les fous n'ont pas peur

*Scènes de la guerre
de trente ans (1915-1945)*

Collection Témoignages

Prix : 15€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



**Le pouvoir
aux
travailleurs**
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNACIONALISTES
Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch
Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



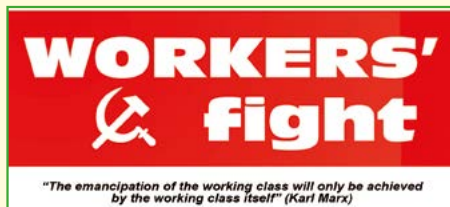
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>